



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-12-16/2019-12-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 16 décembre.

«**Le nombre de cas d’Ebola augmente mais nous allons reprendre les choses en main**». Dr Jean-Jacques Muyembe Tanfum, confirme l’augmentation de cas des malades à virus Ebola, après les récentes attaques armées contre les équipes de riposte à Biakato dans la province de l’Ituri. «Mais nous ne baissons pas les bras. Nous pensons que dans les jours à venir, nous allons reprendre les choses en main. [Il faut] restaurer la sécurité avec l’aide de la Monusco, avec nos Forces armées de la RDC et la Police pour avoir plus de sécurité autour des centres de traitement et des logements de nos agents.

Le Parlement vote le budget 2020 avec une augmentation de 700 000 USD. L’Assemblée nationale et le Sénat ont voté, dimanche 15 décembre, la version finale du budget 2020, après harmonisation de vues entre les deux commissions mixtes paritaires. Après le vote du budget 2020 évalué à 10 milliards USD, la présidente de l’Assemblée nationale se réjouit que le budget 2020 de la RDC ait pris en compte certaines préoccupations quotidiennes des Congolais. Le budget national de l’exercice 2020 a connu une légère augmentation plus de 1 324 milliards de Francs congolais (778 823 USD). Cette hausse a été repérée par le Sénat dans le secteur des Mines et de l’Intérieur notamment.

Le député Olive Mudkereza propose la révision du plan du réaménagement du territoire national, et les plans des grandes villes du pays. « Au regard de la démographie galopante dans le pays, il y a urgence que le gouvernement prenne des mesures et des dispositions nécessaires pour prévenir les dangers dus aux catastrophes et autres constructions anarchiques par défaut d’urbanisation » a-t-il recommandé. Son plaidoyer va en faveur des villes de Kinshasa, Bukavu, Goma et Lubumbashi.

Tanganyika : les infirmiers de l’Hôpital général de référence de Kongolo non payés depuis 7 mois. Les infirmiers de l’Hôpital général de référence de Kongolo, à 390 km au Nord-Ouest de Kalemie sont au quatrième jour de leur grève. Ils réclament depuis le jeudi 12 décembre dernier les arriérés de salaires et la prime de risque de sept mois. L’autorité territoriale promet de saisir le service compétent pour trouver une solution rapide à ces revendications. A l’hôpital, les portes restent fermées et les malades abandonnés sans soins. Ces grévistes affirment que sur les 287 prestataires actifs dans la zone de santé de Kongolo, seuls quatre-vingt-quatre ont bénéficié d’un mois de salaire.

La Symocel salue l’appel de Felix Tshisekedi à reformer le vote du président, des sénateurs et gouverneurs. « Les réformes envisagées aboutiront sans nul doute à plus de transparence du processus électoral, à l’égalité de chance des compétiteurs et à plus d’inclusivité, particulièrement en ce qui concerne les femmes », a expliqué le communiqué. La Symocel a soutenu que « le scrutin à deux tours pour la présidentielle accroîtrait la légitimité de la personne censée incarner

l'unité nationale(...) élire des gouverneurs, sénateurs, maires et bourgmestres au suffrage universel direct, réduirait efficacement la corruption électorale.

Ituri : la population de Banyali-Tchabi plaide pour le renforcement des FARDC dans leur territoire. La population de la chefferie de Banyali-Tchabi, située à 130 km de Bunia (Ituri) a plaidé pour le renforcement de l'effectif des militaires des FARDC en vue de répondre au défi sécuritaire dans cette région frontalière avec le Nord-Kivu. Selon la société civile, les habitants de cette entité du sud du territoire d'Irumu sont exposés aux menaces des rebelles ougandais ADF. « Ils traversent souvent par la chefferie de Baniari-Tchabi. A l'absence des militaires, il peut y avoir à tout moment, l'infiltration (de ces rebelles). C'est la raison pour laquelle nous plaçons pour le renforcement de l'effectif des militaires des FARDC dans la zone pour que la population puisse vivre dans la quiétude ».

Beni : 12 personnes tuées par des ADF dans la localité de Kamango. Les sources de la société civile locale à Kamango renseignent que les rebelles ont fait incursion dans la localité de Kamango dans le quartier Majengo, autour de 22 heures, pour opérer. Les ADF ont fait le porte-à-porte, tuant sur leur passage les civils trouvés dans leurs habitations. Le bilan provisoire fait état de 12 morts dont six femmes. Cinq victimes ont été tuées par balles dans un bistrot au centre de Kamango.

Les populations ont vidé la localité de Kamango pour se rendre vers Nobili, village frontalier avec l'Ouganda.

Kasaï-Oriental : un ravin menace le Lycée Tujukayi de Tshilenge. Un ravin de 6 mètres de profondeur menace de faire écrouler le Lycée Tujukayi dans la cité de Tshitenge, à une dizaine de kms de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). D'après la préfète des études, la Sœur Anastasie Meta, si rien n'est fait, le bâtiment risque de disparaître. Les galeries souterraines creusées en dessous du bâtiment scolaire par les exploitants clandestins de diamant ont créé un glissement de terrain.

Sud-Kivu : 291 combattants rwandais des FDLR rapatriés par la frontière Rizizi 1. Deux cent quatre-vingt-onze combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont été rapatriés, lundi 16 décembre très tôt matin, par la frontière Rizizi 1 (Sud-Kivu). Ils ont été escortés par les services de la 33e région militaire du Sud-Kivu. Tous ont été accueillis de l'autre côté de la frontière par un dispositif militaire de l'armée Rwandaise. L'armée affirme avoir capturé 1 951 combattants et leurs dépendants parmi lesquels 120 éléments des différents groupes armés locaux avec armes et munitions. Elle à la disposition du gouvernement provincial tous les dépendants des combattants étrangers CNRD pour une bonne prise en charge, et elle salue la collaboration dont a fait montre la population de Kalehe dans cette opération.

Haut-Katanga : les députés provinciaux s'impliquent dans la lutte contre le paludisme. L'assemblée provinciale du haut Katanga a lancé la campagne de sensibilisation sur l'usage correct des moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action. Cette campagne vise à lutter contre le paludisme qui est compté parmi les maladies qui tuent les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. La meilleure prise en charge du paludisme reste la prévention et l'un des meilleurs moyens de prévention demeure l'usage correct des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action.

« **La gratuité de l'enseignement primaire doit être irréversible en RDC** » (Cenco). Après évaluation de la gratuité de l'enseignement de base, la Cenco a listé quelques avantages : L'augmentation des salaires des enseignants des établissements publics ; L'augmentation des frais de fonctionnement des écoles primaires ; La suppression des frais de motivation à tous les niveaux (maternel, primaire et secondaire) ; La suppression des autres frais scolaires au niveau primaire ; 649 soit 71,4% des enseignants des écoles conventionnés catholiques sont payés ; 565 écoles conventionnées catholiques soit 70,7% sont mécanisées et budgétisées. **Défis à relever** : 698 soit 9,7% des enseignants ne sont pas payés ; 138 soit 18,9% des enseignants sont des nouvelles unités non enregistrés, par conséquent non payés ; 898 soit 11,6% des écoles sont mécanisées mais non budgétisées ; 317 des écoles soit 8,1% ne sont ni mécanisées ni budgétisées ; 330 écoles soit 8,1% sont non agréées mais opérationnelles ; 243 écoles soit 1,5% sont agréées mais non opérationnelles ; Grèves passives ou actives des enseignants dont la rémunération est non satisfaisante ; Difficulté de fonctionnement des écoles non budgétisées par manque des frais de fonctionnement ; Effectifs pléthoriques entraînant l'insuffisance des infrastructures.

Nord-Kivu : trois personnes tuées à la machette à Kitshanga. La première victime, Hakiza Bébé, est tombée dans une embuscade orchestrée par des personnes avec qui elle était en conflit dans leur groupement de Bukombo dans le territoire voisin de Rutshuru. Pendant l'acheminement de la victime à l'hôpital – où elle est allée mourir, les jeunes du quartier Camp Sayo à Kitshanga en représailles se sont pris à l'un des présumés auteurs de cet assassinat ainsi qu'à son épouse. Ils les ont tués par machette et en abandonnant les corps dans la rivière Katanda, près du lieu de cette embuscade. La police et l'armée sont intervenues pour prévenir d'autres cas de lynchage et ouvrir les enquêtes sur ce meurtre.

Kongo-Central : les travailleurs de l'OEBK exigent le paiement de leurs salaires avant les fêtes. L'Organisation pour l'équipement Banana-Kinshasa (OEBK), appuyés par des membres de la société civile et des mouvements citoyens, exigent le paiement de leurs salaires, « bloqués par les banques, sur instruction de l'ancien comité directeur qui bénéficie du soutien du Conseil d'Etat. » Selon le comité directeur actuel, l'ancien comité a instruit les banques de respecter l'ordonnance du Conseil d'Etat visant la suspension du nouveau comité et la réhabilitation de l'ancienne équipe. Cette situation a poussé toutes les banques partenaires de l'OEBK à bloquer les comptes de l'entreprise.

Mardi 17 décembre.

Tshopo : des maisons et abattoirs construits le long du fleuve Congo complètement inondés. Les eaux du fleuve Congo et celles de la rivière Lomami sont sorties de leurs lits respectifs. L'inondation rend la vie difficile à la population aussi bien à Kisangani qu'à Isangi.

Beni : la police appelle la population à collaborer avec elle pour améliorer la sécurité. Le commandant du commissariat urbain de la Police nationale congolaise (PNC) de la ville de Beni, le colonel Felix Safari a lancé cet appel après avoir constaté des dérapages pendant les différentes manifestations de colère enregistrées en ville et territoire de Beni qui ont coûté la vie à plusieurs personnes parmi lesquels des éléments de la police. Pour le colonel Felix Safari, la population ne doit pas se tromper de cible et à ne pas jouer le jeu de l'ennemi, car la PNC a pour mission de la sécuriser.

Le député national Grégoire Kiro invite la CPI à enquêter sur les massacres des civils à Beni. « Ces massacres qui ne font que s'accroître constituent un crime de génocide », a affirmé ce député de l'opposition, élu de Beni, lors d'une conférence de presse tenue à Kinshasa. Grégoire Kiro propose qu'en plus des opérations militaires, il faudrait relocaliser tous les « généraux affairistes » et les militaires originaires de la région ainsi que l'auto prise en charge de la population dans la sécurisation de cette partie du pays. Il fustige par ailleurs que parmi les officiers des FARDC qui sont à Beni, certains sont sous les coups des sanctions internationales.

Tshopo: 5 des 7 territoires inondés. Dans la Province de la Tshopo, quarante aires de santé, quarante postes de santé, vingt-neuf écoles, et plus de cent quarante villages sont touchés par les inondations dans cinq des sept territoires de la province de la Tshopo. Selon le commissariat fluvial, les pluies se poursuivront jusqu'au 15 janvier prochain. Cela inquiète le Vice-gouverneur de la province qui redoute l'augmentation du nombre des sinistrés estimés à ce jour à plusieurs milliers de personnes. Maurice Abibu Sakapela lance un SOS au gouvernement central.

Virunga : augmentation des gorilles de montagne, 1063 individus recensés. Le recensement a été mené entre mai 2018 jusqu'au deuxième semestre 2019 dans la réserve de Sarambwe, en RDC, et le Parc de Bwindi, en Ouganda. Dans cette aire englobant la réserve naturelle de Sarambwe, territoire de Rutshuru en RDC et le Parc national impénétrable de Bwindi, en Ouganda, de 340 kilomètres carrés de superficie, ces recenseurs ont identifié 459 individus des gorilles, durant ce nouveau recensement, contre les 400 individus recensés en 2011. Ces gorilles sont répartis dans au moins 50 groupes ou familles. A cela s'ajoutent 604 autres individus des gorilles localisés dans le bloc Mikeno, du Parc national des Virunga en RDC, et le Parc des Volcans du Rwanda. Ces gorilles qu'on ne retrouve que dans cette région au monde, sont désormais 1 063 individus.

Le FMI débloque près de 369 millions de dollars de crédit d'urgence, pour que Kinshasa puisse répondre "à ses besoins urgents en matière de balance des paiements", explique un communiqué de l'institution. La directrice du Fonds a également approuvé la mise en place d'un programme qui autorise les équipes du FMI à aider les autorités à mettre en œuvre leur politique, précise le communiqué. Le Fonds note que "l'environnement économique reste difficile et vulnérable aux chocs", soulignant que la croissance devrait fortement décélérer en 2019 à seulement 4,5% contre 5,8% en 2018. La RDC se trouve dans une position financière difficile explique le FMI en raison d'une baisse du prix des matières premières, de nouvelles dépenses ainsi qu'un contrôle des dépenses plus laxistes pendant la période de transition politique. Tout ceci "a mené à une situation budgétaire moins bonne en grande partie financée par la banque centrale" et "dans ce contexte, les réserves internationales sont tombées à des niveaux critiques ce qui a créé des besoins urgents en matière de balance des paiements", note l'institution.

Goma : l'insécurité grandit à l'approche des fêtes de fin d'année. Depuis trois semaines, la ville de Goma connaît une insécurité grandissante, ont indiqué mardi 17 décembre des sources locales, précisant qu'un groupe des bandits opère dans les deux quartiers de la ville. Ces éléments non autrement identifiés commettent des actes de braquage en plein jour et des meurtres. Plusieurs facteurs sont à la base de cette montée de l'insécurité à Goma, notamment l'effectif réduit des éléments de la police et ceux de la police militaire, face à une démographie galopante observée dans la ville de Goma. Il y a

également la vétusté et le manque du charroi automobile pour les forces de sécurité, ce qui réduit leur efficacité sur le terrain. Goma avoisine deux millions d'habitants. Elle possède cinq voitures 4x4 pour la police, et deux autres pour la police militaire.

Beni : deux morts après une attaque attribuée aux ADF. Deux personnes sont mortes et une personne a été blessée lors d'une attaque attribuée aux rebelles des ADF dans la nuit de lundi à mardi, dans le quartier Rwangoma de Beni. Selon des sources policières, cette attaque a été déjouée par la police et les Fardc, qui ont rétabli la sécurité dans la zone.

UPN : étudiants et autorités universitaires divisés sur les frais à payer. Le calme est revenu mardi 17 décembre à l'Université pédagogique nationale (UPN) de Kinshasa, après la manifestation lundi des étudiants de premier graduat. Tout est parti du contrôle de paiement des frais, déclenché par les autorités académiques. Les étudiants qui n'ont pas versé les 250 000 francs fixés, comme acompte, étaient interdits d'accéder dans les salles des cours. Mais pour les étudiants, il est hors de question de payer ce montant. Ils disent ne reconnaître que le montant de 164 000 francs, fixé par le ministre de tutelle. En réaction, le secrétaire général administratif, Severin Bamani, explique qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation par les étudiants de la note circulaire 021 du ministre de tutelle. Selon lui, cette circulaire ne fixe pas les frais académiques, mais plutôt les frais d'études. Il ajoute que les frais académiques englobent plusieurs montants à payer tout au long de l'année.

Arrivée de Félix Tshisekedi à Libreville. Félix Tshisekedi Tshilombo est arrivé mardi 17 décembre à Libreville au Gabon, où il doit participer au sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC).

Mercredi 18 décembre.

L'économie de l'Ituri affectée par l'insécurité et la dégradation des routes. Elle fait état notamment de la hausse des prix de denrées alimentaires et des produits de première nécessité sur les marchés à Bunia et à Mungwalu, cité minière située à 80 km de Bunia. Un bassin d'haricots verts de 10 kg se négocie à 16 000 voire 20 000 francs congolais, au lieu de 13 500 francs par le passé. La même mesure de maïs est passée de 3500 francs à 5500 francs congolais à Bunia. Cette hausse des prix est consécutive à la dégradation du tronçon routier Bunia-Mahagi, affirment les commerçants. Les mêmes sources déplorent également l'activisme des hommes armés, qui empêchent la population d'accéder à ses champs, surtout dans le territoire de Djugu, considéré comme le grenier de l'Ituri.

Nord-Kivu : 300 armes et munitions récupérées des groupes armés. Le porte-parole de Sokola 2 précise que ces armes saisies rentrent dans le bilan des opérations « de grande envergure » menées durant les trois derniers mois dans la zone Sokola 2, qui couvre les territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi et Nyiragongo. Major Ndjike Kaiko parle également de la neutralisation de plusieurs combattants locaux et étrangers, dont au moins 5 leaders FDLR, Nyatura et Mayi mayi.

Beni : les activités paralysées à la suite d'un sit-in de la Lucha. Cette paralysie d'activités est consécutive à un appel de sit-in lancé par le mouvement citoyen Lucha dans plusieurs endroits de la ville. Ce mouvement devrait aller jusqu'au samedi 21 décembre. Ces actions sont menées en vue de demander une nouvelle reconfiguration de la Monusco. Le sit-in de la Lucha a commencé par une marche, partie de la mairie aux environs de 10 h. Dans la partie Ouest de la ville, certaines écoles ont été la cible des jeunes manifestants des groupes de pression « Je suis Beni » et « Veranda Mutshanga. » Dans une école primaire située dans le quartier Ma Campagne, alors que les élèves étaient en plein examen, un groupe de jeunes est venu les agresser, les obligeant à abandonner les salles de classes. A Ngongolio, la même scène s'est reproduite, amenant les enfants à rentrer chez eux. Alerté, le commandant de la PNC de ville de Beni, Le colonel Kazingufu Safari, a dépêché des policiers dans les endroits chauds de la ville et là où les troubles ont été signalés pour remettre de l'ordre.

La province du Nord-Kivu en procès contre Modeste Bahati pour insolvabilité fiscale. La province du Nord-Kivu, à travers la Direction générale des recettes du Nord-Kivu (DGR-NK), accuse le sénateur d'insolvabilité fiscale. A l'ouverture du procès, les deux immeubles du Sénateur Bahati Lukwebo étaient scellés par la DGR-NK. Il s'agit de l'hôtel New Riviera au quartier Himbi et un de ses immeubles au centre-ville. A l'issue de contrôle, il a été constaté un montant de 1 016 540, 48\$ d'impôts et taxes que l'honorable Bahati Lukwebo doit à la province ». La défense parle d'un acharnement contre leur client.

Nord-Kivu : environ 100 policiers toujours pas payés depuis la bancarisation lancée en 2012. Ces policiers prétendent que certains d'entre eux n'ont jamais retrouvé leurs noms sur les listes de paie des banques et d'autres apparaissent par moment. « Depuis la bancarisation, nous ne sommes pas payés. Nous sommes venus à la Radio okapi pour que les autorités nous suivent et qu'ils sachent que nous sommes oubliés. Nous portons des armes en patrouille, alors que nous ne laissons rien à la maison », a déploré un des policiers concernés par cette situation. Selon toujours le policier, certains de ses

collègues ont été retirés des listes de paie, après qu'ils ont connu le problème de doublon. Ils se sont retrouvés en même temps sur la liste des Fardc et sur celle de la police.

Traque des ADF à Beni : le Cepadho invite l'armée à renforcer la sécurité des zones conquises. L'appel du Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme intervient après les attaques et tueries de la population civile par les rebelles des ADF à Rwangoma, Ndombi, Baobah et à Kamango. Me Omar Kavota soutient que les ADF multiplient les tueries contre les civils, pour venger les pertes qui leurs sont infligées par l'armée dans la profondeur du triangle de la mort. Selon lui, les Fardc ont fourni des efforts considérables qui poussent les ADF à vouloir obtenir de la population un mécontentement de nature à briser le mariage qui existe entre elle et l'armée pour les traquer.

Chaque institution universitaire peut négocier en interne les frais connexes (Thomas Luhaka). Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire rappelle que l'Etat a fixé un même taux des frais d'études annuels exigibles à tous les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire aussi bien public que privé. Ce montant est de 16 470 Fc (9,6 USD) pour le minerval, les frais d'inscription pour le même montant, alors que les frais d'études sont eux fixés à 164 700 Fc (96,88 USD). Les étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN) avaient manifesté pour protester contre les frais académiques fixés à 250 000 Fc (147 USD) par l'institution. Selon eux, ils ne devraient payer que les 96,88 USD fixés par l'ESU. Selon le secrétaire général administratif de l'UPN, Séverin Bamany, ce montant de 96,88 USD concerne les frais d'études et non les frais académiques.

Uvira : les policières déplorent l'absence des femmes aux postes de prise de décision. « Nous allons faire des plaidoyers pour essayer d'appuyer, pour qu'on puisse prendre en compte les femmes dans les postes de commandement. On a découvert qu'aucune femme au niveau d'Uvira n'occupe aucun poste de responsabilité, surtout pour les universitaires qui sont venues à la police ». Selon les organisateurs de la séance de sensibilisation, l'objectif est de faire un état des lieux de la prise en compte de la résolution 1325 dans le cadre de la répartition des tâches, de l'implication et de l'intégration des femmes à la police. L'activité organisée par la Monusco était inscrite dans le cadre du 18e anniversaire de cette résolution.

Kasaï-Oriental : le comptable de diocèse catholique de Mbuji-Mayi en fuite avec 50 000 USD. Les services de sécurité sont à la recherche du comptable du diocèse catholique de Mbuji-Mayi, Richard Kamba wa Kamba. Il aurait fui avec plus de 50 000 USD américains retirés sur le compte du diocèse, à la Banque Commerciale du Congo (BCDC). Il aurait également emporté une autre somme d'argent gardée dans son bureau mais dont le montant n'a pas été révélé, ajoutent ces sources.

Le franc congolais se déprécie, les prix des denrées augmentent à Kinshasa et Matadi. Le franc congolais se déprécie depuis quelques jours par rapport au dollar américain. Il se négocie à ce jour à plus de 1 700 fc pour un dollar, contre 1 650 Fc le dollar. Cette situation occasionne les prix de certaines denrées alimentaires dans les marchés de Kinshasa et de la province du Kongo-Central. A Matadi, les prix d'un carton de poulet qui jadis se négociait à 35 000 Fc est aujourd'hui vendu à 55 000 Fc. Les gérants de certaines chambres froides estiment que c'est la dépréciation du Franc congolais par rapport au dollar américain sur le marché de change qui est à la base de cette situation. A Kinshasa, les vendeurs du marché central se plaignent aussi de la dépréciation de la monnaie nationale, le Franc congolais (FC) face au dollar américain. « Il n'y a pas de vente à cause de l'augmentation du dollar. Comment nous allons fêter ?

Nord-Kivu : un nouveau cas d'Ebola notifié à Butembo, 55 jours après. Selon Dr Jean Paul Atibasi il s'agit d'un cas importé de Kantine dans la zone de santé de Mabalako en territoire de Beni. La fille malade a été détectée dans une structure médicale de la commune Vulamba. Selon la même source, quelques contacts ont déjà été listés et les mesures de décontamination de la structure sanitaire et le ménage de la victime sont déjà prises.

Albert Yuma lance les activités de l'Entreprise générale de cobalt. Les activités de la nouvelle société dénommée «Entreprise générale de cobalt » ont été lancées mardi 17 décembre par le président du conseil d'administration de la Gécamines, Albert Yuma. Cette filiale de la Gécamines possède 95% de ses parts et 5% du ministère de Portefeuille. Elle a pour objectif l'encadrement des exploitants artisanaux réunis dans des coopératives minières. Selon Albert Yuma, beaucoup d'enfants congolais qui travaillent jour et nuit dans les mines ne tirent pas profit de ces activités. Ils sont restés esclaves des trafiquants étrangers, qui achètent à vil prix le cobalt et l'exportent frauduleusement. Ces multinationales font que la réputation de la RDC reste désastreuse, a-t-il accusé.

La Banque centrale gèle les avoir du Libanais Saleh Assi, patron de la société « Pain victoire », sur ordre du gouvernement. Saleh Assi est sanctionné par le département du Trésor américain pour blanchiment des capitaux et financement du terrorisme. Selon le Ministre de la Communication et Media, Jolino Makelele le gouvernement congolais a

pris ces mesures pour préserver les bonnes relations avec le département d'état américain. Toutefois, il dit tenir compte de l'influence sociale de cette entreprise qui produit du pain très prisé à Kinshasa, et annonce que le gouvernement propose à l'Union congolaise des banques (UCB) de nommer un administrateur qui va désormais gérer les avoirs de cette entreprise. Pour sa part, l'analyste économique Michel Somwe estime qu'il y a blanchiment des capitaux tous les jours dans ce pays et la Banque centrale du Congo joue le pyromane. Pour Michel Somwe, il fallait laisser le patron de Pain victoire se justifier vis-à-vis du Trésor américain et régler son problème.

Washington appelle Kinshasa à plus d'effort contre le trafic d'êtres humains. Le trafic de personnes ou esclavage moderne comprend l'exploitation sexuelle et le travail forcé. Ce crime sape le développement social et économique de tout pays. Washington recommande la création des espaces et des abris sûrs pour les victimes pour accroître la coordination entre les agents des forces de l'ordre et les prestataires de services sociaux. Il faut également « autonomiser la police, à travers des formations appropriées, pour traquer les réseaux de trafiquants qui exploitent les Congolais les plus vulnérables ».

Libreville : signature de la charte révisée de la CEEAC. Onze chefs d'État et de gouvernement, réunis en Sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ont signé mercredi 18 décembre à Libreville (Gabon) la charte révisée de cette organisation sous régionale. Après 36 ans d'existence, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale n'a pas donné des résultats suffisants, notamment en matière d'intégration régionale. Parmi les innovations apportées, figure la création d'une Commission de la CEEAC comme organe exécutif, en lieu et place du secrétariat général. Pour relever le défi sécuritaire, les chefs d'État ont convenu de créer la Commission de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX).

L'ONU demande la protection de 2000 personnes détenues au camp militaire de Nyamuyinyi. Le Coordonnateur humanitaire des Nations unies, David McLachlan-Karr, a affirmé : « A la suite d'une opération des FARDC, il y a environ deux mille personnes qui ont été mises dans un camp militaire à Nyamuyinyi, aux alentours de Kalehe dans le Sud-Kivu. Et nous avons reçu des informations comme quoi il y aurait vingt-et-une personnes détenues dans ce camp, qui seraient mortes de mauvaises conditions de vie », a affirmé Mathias Gillman.

Jeudi 19 décembre.

Maniema : les miliciens mai-mai "Malaika" et "Mandevu" sèment la terreur dans la province. Au Nord de la ville de Kindu dans le territoire de Kailo, ce sont des éléments appelés "Revendiquants" qui sèment terreur et désolation dans le secteur de Balanga. « Ces miliciens tracassent la population et organisent des travaux forcés » D'autres sources affirment que certaines autorités coutumières et administratives vivent dans la clandestinité et d'autres encore auraient fui carrément Kasongo. Le chef de secteur de Maringa demande l'intervention des autorités compétentes pour garantir la sécurité de la population et mettre fin à l'expansion des mouvements mai-mai dans le Maniema.

Santé : la situation d'Ebola reste toujours préoccupante à Biakato et Lwemba dans l'Ituri. Plusieurs cas contacts qui se sont dissimulés dans la communauté ne sont pas tous identifiés, cela après des dizaines de décès communautaires d'Ebola enregistrés pendant le retrait de l'équipe de riposte dans la zone, a déclaré le ministre provincial de la santé, Dr Patrick Karamura. La société civile de Biakato pour sa part estime que l'adhésion de la population aux mesures de lutte contre ce virus constitue le plus grand défi pour contenir cette épidémie.

Tanganyika : les infirmiers de l'Hôpital général de Kongolo en grève. La grogne est au 6e jour de son déclenchement à l'Hôpital général de Kongolo. Les infirmiers réclament leurs salaires et primes de risque qu'ils n'ont pas encore reçu depuis plusieurs mois. 287 agents de la Zone de santé de Kongolo sont concernés par ce mouvement.

Le HCR distribue des produits ménagers aux sinistrés des inondations aux Nord et Sud-Ubangi. Selon cette agence onusienne, une enveloppe de 200 000 USD a été mise à la disposition de près de cinq mille cinq cents ménages. Les premières victimes qui ont été servies sont celles du village de Kambo à 17 km, au Nord de Gbadolite. Chaque ménage a reçu trois nattes, trois moustiquaires, trois couvertures, deux bidons et une bâche. Selon le HCR, après Kambo, la distribution va se poursuivre jeudi 19 décembre à Mobayi et à Lembo, à l'Est du Nord-Ubangi.

Tanganyika : la Monusco ferme sa base opérationnelle de Manono. C'est par un vol hélicoptère organisé par la mission onusienne que les derniers agents, qui composent le personnel civil, ont été évacués. Les Casques bleus de la brigade Indonésienne ont déjà quitté Manono et ont été déployés dans les zones de grandes tensions dans les Kivus. La logistique entrevoit l'évacuation d'une dizaine de containers restés encore à Manono par la voie routière ou par des vols spéciaux

avant la fin de ce mois de décembre. Le désengagement de la Monusco à Manono inquiète plusieurs habitants qui craignent le regain de l'insécurité dans le territoire.

Journée de l'inventeur et de l'innovateur : le gouvernement récompense 10 jeunes congolais. Dix jeunes congolais parmi une centaine ont été gratifiés pour leurs inventions et innovations par le gouvernement congolais. La journée de l'inventeur a pour objectifs de sortir de l'ombre les inventeurs et innovateurs congolais à travers leurs expositions, mobiliser le financement et implanter un incubateur pour accompagner les différents projets. Plusieurs inventions ont été présentées. C'est notamment, la production de l'énergie par le biogaz, la fabrication du carburant par les bouteilles en plastique, l'épluchage des manioc.

Kinshasa : des quartiers entiers de plus en plus dans le noir. Plusieurs quartiers de la ville de Kinshasa sont de moins en moins éclairés. Des poches d'obscurité sont remarquables ces dernières semaines. Des habitants s'en plaignent et crient au manque de communication de la part de la Société Nationale d'Electricité (SNEL). Même les quartiers desservis tout récemment par le système de prépaiement connaissent des coupures d'énergie électrique.

Moise Katumbi crée son parti politique, « Ensemble pour la République ». Ce parti politique se réclame de l'opposition républicaine et exigeante. Six partis politiques ont pris l'engagement de se fondre dans « Ensemble pour la République » qui sera piloté par Moise Katumbi et dont le secrétariat général est confié à Pierre Lumbi, président du regroupement politique G7. Pour Moise Katumbi, la création de ce parti est l'aboutissement des consultations que chaque leader politique a initié avec sa base pour obtenir l'adhésion à cette nouvelle donne. Christian Mwando, Christophe Lutundula, Salomon Idi Kalonda, Olivier Kamitatu, José Endundo et Pierre Lumbi sont comptés parmi ceux qui ont adhéré à l'avènement de ce nouveau parti politique. Moise Katumbi assure que la plateforme Ensemble pour le changement demeure et se réclame toujours de la coalition Lamuka. Cela en dépit des certaines divergences d'approche vis-à-vis du pouvoir en place.

Dossier AFDC-A : l'Assemblée nationale est en conflit avec le ministère de l'Intérieur, estime Remy Musungayi. En effet, la question de paternité de l'AFDC-A divise les membres fidèles à Modeste Bahati et ceux de Nene Nkulu. Dimanche 15 décembre, à la clôture de la session de septembre, l'Assemblée nationale a tranché en faveur de Nunu Nkulu en lui reconnaissant la paternité du groupe parlementaire AFDC-A de l'aile du FCC. Une décision prise après l'adoption du rapport de la Commission Politique, administrative et juridique (PAJ). Une mesure que conteste l'aile de Modeste Bahati, qui s'appuie sur la décision du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur qui a tranché en début décembre, en faveur de l'AFDC-A Modeste Bahati, en ce qui concerne le dossier du dédoublement de l'AFDC-A.

Nord-Kivu : manifestations de colère des jeunes contre le meurtre d'une personne au quartier Mabanga-Sud. C'est vers 21 h, hier soir, que des hommes armés venus à motos ont fait incursion dans une boutique sur l'avenue Mushunganya N0 125. Ils ont tiré sur deux personnes qui s'y trouvaient, tuant sur les coups le visiteur, alors que le propriétaire de la boutique a été grièvement blessé. Il a été référé à l'hôpital pour les soins. Selon plusieurs témoignages, des jeunes en colère auraient appréhendé, eux-mêmes, un agent de la police qu'ils ont accusé d'avoir commis ce meurtre.

Beni : la Lucha demande au Conseil de sécurité de l'ONU de reconfigurer le mandat de la Monusco. Lucha demande aux pays voisins de la RDC d'arrêter de créer, financer et de soutenir des groupes armés actifs dans l'Est du pays. La Lucha recommande cependant le maintien et le renforcement du mandat ainsi que des effectifs de la Brigade d'Intervention avec des troupes essentiellement africaines pour appuyer les Fardc dans la neutralisation des auteurs des tueries des civils à Beni. Une enquête internationale sur les tueries de Beni a été également réclamée dans ce mémorandum.

Kasaï-Central : la justice militaire a arrêté le chef milicien Mubiayi Dewayo. Plusieurs fois donné pour mort lors des opérations de l'armée, il s'était rendu aux autorités en mars dernier, avec un groupe de miliciens à Luebo. Le président de l'Association congolaise des droits de l'homme, Arthur Padinganyi, a confirmé la nouvelle de son arrestation. Mubiayi Dewayo est recherché depuis plus de deux ans. Il est soupçonné d'avoir décapité trente-neuf éléments de la police, dans un convoi qui provenaient de Kinshasa vers Kananga. Ce meurtre était intervenu dans le contexte de violences alimentées par les miliciens Kamuina Nsapu.

Le Conseil de sécurité de l'ONU proroge le mandat de la Monusco, et, à titre exceptionnel celui de sa brigade d'intervention, jusqu'au 20 décembre 2020. La MONUSCO « maintiendra un effectif maximum autorisé de 14 000 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1050 membres d'unités de police constituées. » Le Conseil de sécurité approuve aussi le déploiement, à titre temporaire, de 360 membres supplémentaires d'unités de police constituées, à condition qu'ils soient déployés en remplacement du personnel militaire. En ce qui concerne la protection des civils, la résolution 2502 indique notamment que la Monusco doit prendre toutes les mesures

nécessaires pour assurer une protection efficace, rapide, dynamique et intégrée des civils se trouvant sous la menace de violences physiques dans les provinces où la Mission est actuellement déployée, et en particulier dans l'Est de la République démocratique du Congo.

6 millions USD pour célébrer la première année de l'alternance au pouvoir. Parmi les sept commissions mises en place pour la conduite de cette campagne, l'une s'occupe de la conception du monument de la démocratie et les activités culturelles. L'autre s'attèlera à la sensibilisation à la citoyenneté, à la démocratie et à la paix. Une encore se chargera des manifestations populaires et activités sportives. Cependant, le ministre près le Président de la République a tenu à éclaircir le caractère que devrait avoir cette commémoration : « Ce jour n'est donc pas un jour de fête au sens courant du terme. Nous marquons ensemble une date, une histoire, la nôtre. Nous saluons ensemble notre détermination à œuvrer instamment et en toute circonstance pour la démocratie et la paix au service du développement. » Ainsi donc, les organisateurs insistent sur la symbolique de l'évènement. « Le souhait de son Excellence Monsieur le Président de la République ainsi que du gouvernement, est que ce qui s'est passé le 24 janvier 2019, soit un symbole puissant qui porte. Un modèle qui instruit les générations présentes. Et instruira celles à venir », a poursuivi André Kabanda.

Vendredi 20 décembre.

Beni : 3 personnes tuées dans une nouvelle attaque des ADF. Deux femmes et un homme ont été tués dans la nuit de ce jeudi 19 décembre à vendredi au cours d'une attaque armée à Rwangoma un quartier de la Commune de Beu de la ville de Beni. Selon des sources de la société civile, cette attaque est attribuée aux ADF qui ont fait incursion dans ce quartier.

Les embouteillages compliquent la circulation à Kinshasa. Des embouteillages monstres constatés sur les artères de la capitale ont carrément poussé bon nombre de Kininois à changer les habitudes. Certaines personnes témoignent d'avoir raté leurs vols à cause des embouteillages. Du boulevard Lumumba jusque sur le boulevard Triomphal, les véhicules avancent à pas de tortue. Les sauts-de-mouton seraient-ils la seule cause des bouchons à Kinshasa ? « Non », répond un agent de la Police de circulation routière. Fatigué et assis sur une chaise au bord de la route, il condamne l'indiscipline des chauffeurs : « C'est le comportement des chauffeurs ils veulent à tout prix faire le dépassement et ça crée des embouteillages »

Justice : une année après les massacres de Yumbi, le silence demeure. Dans son communiqué du jeudi 19 décembre, « RD Congo : Pas de justice pour les massacres de Yumbi », l'ONG Human Rights Watch dénonce le silence des autorités congolaises sur les massacres de Yumbi, province de Mayi-Ndombe qui avait coûté la vie à près de 500 personnes selon le rapport synthèse de la commission Yumbi du ministère des droits humains, plus de 800 personnes selon d'autres sources. Les 16 et 17 décembre 2018, des centaines d'assaillants de l'ethnie batende ont tué au moins 535 personnes et en ont blessé 111 autres, même si le bilan réel est très probablement bien plus élevé, rappelle HRW. Une année après ce massacre, les autorités de la République démocratique du Congo n'ont pas traduit en justice les responsables des massacres commis contre les membres de l'ethnie banunu dans le territoire de Yumbi il y a un an, poursuit le communiqué. **Le ministre de la justice confirme pour bientôt l'ouverture des procès.** Le gouvernement congolais annonce la publication d'un rapport documenté, étayé et fondé sur des preuves réelles avec des noms de personnes. C'est en réaction au rapport de Human Right Watch publié jeudi 19 décembre. Au nom du gouvernement congolais, le ministre congolais de la justice confirme que des procès vont bientôt s'ouvrir afin de fournir de la lumière sur ce dossier.

« L'Assemblée nationale récolte une moisson abondante ». Selon le rapporteur de l'Assemblée nationale Célestin Musau Kalombo, au cours de cette session, les députés ont examiné et voté plusieurs autres lois en dehors du budget 2020, qui était la matière essentielle de ladite session. « Le bureau de l'Assemblée nationale a convoqué régulièrement des séances plénières pour que les députés procèdent à l'exercice des missions lui dévolues par la constitution de la DC. Le bureau a travaillé de manière énergique pour la constitution des groupes parlementaire vous le savez, nous en avons au total seize », a-t-il soutenu.

Sud-Kivu : la Sodeka demande à la Monusco et aux Fardc de protéger la population de Kaniola contre les FDLR, et le rapatriement rapide des éléments Rwandais du CNRD avec leurs dépendants dans leur pays d'origine le Rwanda. Dans une lettre adressée au chef de bureau de la Monusco /Bukavu, le coordonnateur de cette ONG, Juvénal Mufungizi Mahazi affirme que la population du groupement de Kaniola dans le territoire de Walungu se dit très inquiète par la présence de ces éléments dans leur milieu. Ces combattants sont visibles dans les forêts d'Irhegabarhonyi dans la chefferie de Nindja et d'autres se dirigent vers Itombwe à Mwenga. Cette situation sème la panique dans le groupement de Kaniola.

Le Centre Carter encourage Felix Tshisekedi à faire avancer les réformes électorales. Dans son rapport, le centre Carter applaudit l'alternance pacifique à la tête du pays. Il souligne tout de même que la crédibilité et la légitimité globale

du processus ont été sapées par plusieurs facteurs et problèmes clés, notamment le manque de transparence à la présentation des résultats finaux. Le Centre Carter propose la réforme en profondeur de la CENI, pour promouvoir et garantir comme il se doit la démocratie, l'inclusivité et la transparence du processus électoral. Le Centre Carter propose également le renforcement des principales étapes du processus, y compris la transmission et la tabulation des résultats, pour permettre ainsi, une vérification indépendante des résultats des élections.

Affaire Saleh Assi, le gouvernement rassure que le pain « victoire » doit absolument continuer à être produit. Après la décision de la Banque centrale de geler les avoirs du Libanais Saleh Assi, patron de la société de panification "Pain victoire", le porte-parole du gouvernement et ministre de la communication rassure que la production doit continuer. Jolino Makelele affirme que le gouvernement congolais a pris la décision de geler les avoirs Saleh Assi après avoir reçu une explication de la part du trésor américain. Ce dernier l'a informé du fait que le patron de la boulangerie « Pain victoire » était sur la liste noire des personnes qui doivent être considérées comme alimentant d'une manière ou d'une autre les groupes terroristes.

Sud Kivu : un officier supérieur des Fardc condamné à 5 ans de prison. Poursuivi pour des faits commis en 2012, le lieutenant-colonel Amos Safari Kateatea des Fardc fut rattrapé par la justice militaire au mois de Mai 2019. Après dix jours de procès dans le territoire de Walungu, le prévenu est reconnu coupable pour crime contre l'humanité par meurtre, viol et pillage, et autres actes inhumains. Il passera 5 ans en prison, destitué des rangs de l'armée, et devra payer une somme de 10.000 \$ d'indemnité à chaque victime.

L'an 1 de l'alternance en RDC : le sujet sera (ré)évalué au Conseil de ministres, affirme Tina Salama. Selon elle, le but est de célébrer l'An 1 de l'alternance en RDC dans la sobriété et non de fêter. « Nous sommes tous conscients d'où nous venons. Personne ne peut dire aujourd'hui que cela ne vaut rien. Cette alternance est historique, et le Président s'attèle à améliorer les conditions de vie et cela reste sa priorité. Il écoute la voix du peuple et on attend ce que sortira du Conseil de ministres quant à cette question », a dit Tina Salama. Ces annonces avaient des vives protestations des internautes. Sur la toile, la majorité de Congolais a manifesté sa désapprobation quant à l'organisation d'un tel événement. Et la réaction du Premier ministre n'a pas tardé. Sur son compte Twitter, il a affirmé : « J'observe avec attention le débat d'opinions sur le projet des festivités de l'alternance pour 6 millions USD, je prends l'engagement, en toute responsabilité, de faire annuler ce projet, afin de me conformer à la volonté du peuple souverain et invite tout le monde au calme et à la sérénité. »

59% de Congolais favorables à la mesure de gratuité de l'enseignement (Sondage). Les 59% sont aussi contents de l'instauration de l'Etat de droit et d'un nouveau style de leadership remarqué. Ils se retrouvent dans les provinces le Kasai-Oriental et l'Equateur. « En revanche, beaucoup d'autres sont mécontents dans le Bandundu, le Nord-Kivu et le Katanga. Ils ont le sentiment que rien n'a changé et que la situation économique n'est pas bonne », a-t-il affirmé.

Interpellation du DG de Gécamines : « Il n'y a ni acharnement, ni arbitraire », précise la DGM. Le Directeur général de la Gécamines (GECAMINES) et de son collaborateur « ont été débarqués de l'avion à l'aéroport de Ndjili. Nous avons agi sur base d'une réquisition du procureur général près la Cour de cassation. Ce n'est pas de l'arbitraire », a indiqué Aimeri Kitenge, le directeur de cabinet du directeur général de Migration.

31 députés nationaux invalidés appellent Félix Tshisekedi à les rétablir dans leurs droits. Le collectif des 31 députés nationaux invalidés par la Cour Constitutionnelle exhorte le Chef de l'Etat à les rétablir dans leurs droits « pour construire un Etat de droit auquel nous aspirons tous, lui et nous ». Dans une déclaration faite vendredi 20 décembre à la presse à Kinshasa, ces élus invalidés exigent aussi des sanctions exemplaires à l'encontre des juges de la Cour constitutionnelle, qu'ils accusent d'être auteurs de leurs invalidations. Dans le volet sécuritaire, le collectif des 31 députés nationaux invalidés exigent « avec empressement » l'éradication des groupes armés actifs dans l'Est de la RDC. Ils demandent aussi que les commanditaires des tueries dans cette partie de la RDC soient arrêtés.

Samedi 21 décembre.

L'UNC salue le renouvellement du mandat de la Monusco. L'Union pour la nation congolaise (UNC) salue la nouvelle résolution 2502 relative au renouvellement du nouveau mandat de la Monusco. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé jeudi 19 décembre à travers la résolution 2502, le mandat de la Monusco et, à titre exceptionnel celui de sa brigade d'intervention, jusqu'au 20 décembre 2020. La Monusco « maintiendra un effectif maximum autorisé de 14 000 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1050 membres d'unités de police constituées. »

Trois ONG exigent la transparence du projet hydroélectrique de Busanga. Trois organisations de protection et promotion des droits humains, basées respectivement à Lubumbashi et Kolwezi dans les provinces du Haut-Katanga et Lualaba, exigent la transparence et l'évaluation du projet hydroélectrique de Busanga. Les animateurs de ces trois ONG demandent au gouvernement de publier au journal officiel et sur le site du ministère de l'Energie, la convention de concession de Busanga. « Cette convention n'est pas publiée. Donc, les citoyens n'ont pas accès à cette convention », a affirmé Maître Donat Kambola Lenge, responsable de l'une de ces trois organisations de la société civile de l'ex-Katanga. Leur démarche vise à « obtenir carrément des décisions qui vont dans le sens de rééquilibrer la participation de l'Etat congolais dans le projet », a-t-il expliqué.

Uvira : la Monusco fait la médiation entre l'armée et une communauté locale. La confiance renaît progressivement entre les déplacés internes et les troupes des Fardc déployées à Mikenge, dans les hauts plateaux du secteur d'Itombwe, dans le territoire de Mwenga (Sud-Kivu), ont indiqué vendredi 20 décembre les membres de la section des affaires civiles de la MONUSCO, après une réunion de médiation organisée mercredi dernier. Cette rencontre faisait suite à la méfiance persistante entre ces déplacés internes composés en majorité d'une communauté en conflit dans la région et une unité du 121e bataillon des Fardc. La Monusco, de son côté, encourage l'armée à maintenir la coopération avec toutes les communautés en vue de renforcer la confiance et la cohésion sociale dans la zone.

Quatre morts lors d'une attaque attribuée aux Mai-Mai Codeco à Djugu. Quatre personnes ont été tuées, quatre autres enlevées et d'autres encore sont portées disparues au cours d'une attaque menée vendredi 20 décembre par des présumés miliciens du groupe Codeco aux villages de Tsibatsi et Gure au bord du lac Albert en territoire de Djugu (Ituri). Ces hommes armés se sont également livrés au pillage systématique des biens des habitants qui ont trouvé refuge dans des localités proches, selon des chefs coutumiers locaux. Ces derniers déplorent l'absence des forces de l'ordre dans ces entités pour sécuriser la population, constituée essentiellement des retournés de guerre. Le porte-parole des Fardc en Ituri, lieutenant Jules Ngongo, soutient au contraire que les positions des militaires sont installées dans plusieurs localités lacustres. Il demande à la population de collaborer avec l'armée pour « mettre hors d'état de nuire ces ennemis de la paix ».

Plus de 1900 combattants FDLR rapatriés au Rwanda L'opération de rapatriement a eu lieu tôt ce samedi par la frontière de Ruzizi 1e qui sépare la ville de Bukavu du Rwanda. Plus de 1900 personnes - 71 combattants FDLR ainsi que leurs femmes et enfants - ont quitté officiellement le sol congolais. Ils étaient escortés par les officiels militaires des Fardc. Ils ont été immédiatement accueillis et embarqués de l'autre côté de la frontière par les responsables de l'armée rwandaise. Cette vague constitue le dernier groupe qui était resté au camp militaire de Nyamunyunyi dans le territoire de Kabare. La première vague, constituée de près de 291 combattants, est intervenue lundi dernier.

Insécurité à Goma : 64 suspects aux arrêts. Selon le commissariat provincial de la Police nationale congolaise (PNC) au Nord-Kivu, ces présumés criminels ont été interceptés pendant la semaine dans différents quartiers de la ville. Ils seraient parmi ceux qui insécurisent la ville de Goma. Parmi ces personnes figurent 51 hommes et 13 femmes dont certaines sont allaitantes. Ces personnes sont regroupées en six catégories, selon la nature d'infractions portées à leur charge. Il s'agit notamment d'association de malfaiteurs, détention illégale d'armes de guerre, vol qualifié, incendie criminel et meurtre. Ces deux derniers mois, la ville de Goma fait face à multiple cas d'insécurité dans plusieurs quartiers, notamment Majengo, Katoyi, Mabanga Nord et Kasika. Dans ces quartiers, des bandits armés opèrent en groupes de 30 à 40 personnes.

Dimanche 22 décembre.

Les leaders socialistes et démocrates africains veulent mettre en place un cadre de concertation, pour réfléchir sur l'accompagnement de leurs camarades à travers l'Afrique. Pour matérialiser ce projet, ils se sont rencontrés samedi 21 décembre à Kinshasa pour une réunion préparatoire. Le cadre de concertation va permettre aux leaders africains qui soutiennent les idéologies socialistes et démocrates de consolider les liens entre les forces sociales africaines. « Recensons nos camarades membres pays par pays afin de constituer un groupe important. Faire un lobbying dans nos pays respectifs et à travers pour faire entendre notre voix. Elaborons un plan stratégique triennal 2020-2022 qui nous sert à la fois de boussole et de baromètre. » Des leaders africains qui ont pris part à cette rencontre sont venus de plusieurs pays d'Afrique, dont : la République du Congo, la République Centrafricaine, le Benin, la Guinée Equatoriale, le Cameroun et la Tunisie.

Le gouvernement appelé à investir dans la réhabilitation des infrastructures de base. L' élu de Walungu, au Sud-Kivu a fait cette requête samedi 21 décembre à Kinshasa, lors de la restitution de la XVIIe réunion du Conseil d'administration de cette agence de transit et de facilitation de transport, tenue la semaine dernière à Mwanza en Tanzanie. « Nous n'allons pas entrer dans la zone spéciale économique, tant qu'on n'a pas construit nos routes, nos ports, aéroports. Le Congo a beaucoup d'intérêts, parce qu'on exporte par la voie de Dar-es Salam, en Tanzanie, voie d'entrée de la RDC, à l'Est. Et c'est pourquoi

on a créé ce corridor », a indiqué le député Mudekereza. Selon lui, il faudrait créer un chemin de fer qui commence par le Kenya, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda, et la RDC devrait s'y connecter à partir de l'Est, sur ce chemin de fer, pour atteindre le port de Dar-Es-Salam à moindre coût.

Nord-Kivu : l'UNC propose une opération de type « Artémis » en cas de persistance des massacres à Beni. L'Union pour la nation congolaise (UNC) de la fédération de Beni au Nord-Kivu propose : « d'accélérer le remplacement progressif des 11 000 militaires par les 21 000 récemment déployés à Beni pour la relève ; s'inspirer des rapports de la Monusco et des députés élaborés en 2018, dans lesquels, il était demandé d'arrêter immédiatement les civils et militaires impliqués de près ou de loin dans le massacre des civils de Beni ville et Beni territoire afin de les déférer à la Cour pénale internationale (CPI) (...) Nous proposons aussi de procéder par le remplacement par des nouvelles nominations des autorités administratives et des services spécialisés tels que ceux de ville et territoire, œuvrant longtemps dans les provinces de l'Est de la république démocratique du Congo, et nous exigeons des rapports quotidiens aux chefs de base surtout en ce qui concerne les mouvements des visiteurs dans leurs entités respectives ».

Haut-Uélé : la société civile dénonce un retour massif de la LRA, dans le groupement Bakulagba, en chefferie Ndolomo. Dans un memorandum adressé samedi 21 décembre aux autorités provinciales, ces organisations citoyennes disent avoir déjà recensé six incidents depuis le retour de ce groupe armé. Par ailleurs, les structures citoyennes de Dungu, Niangara et Faradje ne se sont pas limitées à cette dénonciation. Elles s'insurgent également contre la délocalisation de l'Etat-major du régiment Fardc de Bangadi pour Niangara. Selon eux, ce déplacement crée un couloir d'environ 150 km qui serait favorable à l'ennemi au risque de multiplier ses incursions dans la contrée. Afin de faire face à cette situation, les sociétés civiles de ces territoires proposent le retour de l'Etat-Major du régiment à Bangadi.

Nord-Kivu : un militaire tue trois civils à Beni. Selon des sources de la société civile qui livrent cette information une femme et deux garçons sont les victimes de cet acte. Certaines sources locales affirment tout serait parti d'une dispute entre le militaire et une femme dans un lieu de vente de boisson alcoolisée. Le coordonnateur de la nouvelle société civile dans la région, Moïse Kiputulu, condamne cet acte. Tout en demandant que justice soit faite, il appelle la hiérarchie militaire à recadrer ses éléments qui s'adonnent selon lui, à des graves violations des droits humains, contre les civils qu'ils sont censés protéger.

Sud-Kivu : la SNEL prive l'électricité à tous ses clients « insolubles », dont Modeste Bahati. Il s'agit notamment de grands consommateurs du courant de la SNEL qui ne payent pas leurs factures depuis plusieurs années. Les premières victimes de la coupure de l'électricité au Sud-Kivu sont les établissements du sénateur Modeste Bahati Lukwebo. La cimenterie de Katana dans son propre village, ainsi que le complexe hôtelier New Riviera encore en construction au bord du Lac Kivu à Bukavu ont été privés de courant. C'est une délégation de la SNEL venue de Kinshasa qui a exécuté cette action. Le directeur de la SNEL au Sud-Kivu indique que la cimenterie de Katana doit plus de 353 729 824,62 FC (208 000 USD).

Lundi 23 décembre.

Kinshasa sous la menace de rupture d'approvisionnement d'eau de la Regideso. Dans beaucoup des quartiers, l'eau potable se fait de plus en plus rare aux robinets. D'autres quartiers longtemps servis de manière permanente, connaissent depuis deux mois des perturbations dans la fourniture. La difficulté majeure provient du point de captage depuis l'usine de Ndjili. « Il fallait que l'on puisse acquérir des groupes qui répondent aux réalités d'exploitation, malheureusement ce qu'on a acquis ne répondent pas. Deux ans après ils ont commencé à céder. Ce qui a fait qu'aujourd'hui sur pratiquement six motos pompes qu'on peut aligner au captage, on n'arrive pas à aligner même quatre groupes. Les réparations nous coûtent beaucoup d'argent », renseigne Alain Senenge, président de l'intersyndical de la Regideso. « Nous avons demandé si l'Etat peut nous payer quelque chose sur nos factures, et le chef de l'Etat doit instruire le gouvernement de manière qu'il nous paye 5 millions 140 mille dollars cela peut nous aider à renouveler le stock des intrants de traitement et à rafistoler les groupes motos-pompes qui sont déjà vétustes de manière à continuer à donner le peu à la population », plaide Alain Senenge.

Approvisionnement d'eau à Kinshasa : le ministère des finances rejette toute responsabilité. Selon le ministère des finances, la situation des arriérés de paiement des factures de consommation d'eau de l'Etat congolais à la Regideso est bel et bien prise en charge par le Gouvernement de la République. Ce dernier a déjà pris des dispositions particulières pour assurer un apurement graduel de ces factures. Le ministère des finances rappelle que depuis 24 avril 2009, date de la signature du décret du premier ministre Adolphe Muzitu établissant la liste des entreprises publiques transformées en

société commerciales, établissements publics et services publics, la Regideso a cessé d'être une entreprise de l'Etat. Ce qui fait dire au ministère des finances « qu'il ne saurait être tenu pour responsable des contraintes financières de la Regideso.

La ville de Kikwit prépare son 50eme anniversaire. Au mois de mars 2020, la ville de Kikwit dans la province du Kwilu va célébrer son 50eme anniversaire. Pour préparer cet événement, le gouvernement provincial a entrepris une série de travaux de réhabilitation de la voirie urbaine, de certaines grandes artères et de lutte contre les érosions. A cette occasion, le maire de Kikwit, Léonard Mutangu, envisage d'organiser une grande fête à laquelle diverses personnalités seront conviées.

Félix Tshisekedi lance la construction d'un complexe industriel de traitement d'eau. Le président de la RDC, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, procède ce lundi 23 décembre à la pose de la première pierre pour la construction du complexe industriel de traitement d'eau potable au quartier Ozone, dans la commune de Ngaliema à Kinshasa. Ce complexe industriel va avoir la capacité de captage d'eau brute sur le fleuve Congo avec une capacité de production de 3x120 000 m3. Le coût total est évalué à 59.415.799,96 dollars américains.

Ituri : 31 personnes kidnappées par les Maï-Maï à Epene, un foyer minier situé à 7 h de marche de Badengaido en territoire de Mambasa. Ces miliciens se sont livrés au pillage des boutiques appartenant aux opérateurs économiques locaux et ont emporté des biens des habitants, avant d'être repoussés par l'armée. Après avoir pillé, ces miliciens ont kidnappé 31 personnes parmi lesquelles six femmes. Ces hommes, pris de force, ont servi à transporter les biens pillés. Les femmes, elles, serviraient d'esclaves sexuels, témoignent des sources locales.

Nord Ubangi : la FEC plaide pour un soutien à ses membres après 3 naufrages successifs. D'après son vice-président dans la province Emmanuel Isokanga, les membres de la FEC n'ont pas accès aux crédits auprès des banques commerciales installées au Nord-Ubangi. Par ailleurs, l'arrêt de la centrale hydroélectrique de Mobayi Mbongo a occasionné un déficit énergétique important. Au cours de cette année 2019, les commerçants de cette province ont connu trois naufrages successifs qui ont causé des pertes évaluées à des centaines des milliers de dollars américains, affirme-t-il.

Nord-Kivu : l'ONG « CIDDHOPE » demande aux autorités de sécuriser la population de Rutshuru. Selon l'enquête du Cercle international pour la défense des droits de l'homme (CIDDHOPE), soixante-seize personnes ont été kidnappées, trente-cinq victimes de pillage, sept blessées par balle et quatre tuées par des bandits armés. D'après la même source, le dernier cas en date est celui de cinq personnes kidnappées la semaine dernière au Niveau de Kinyonzo et Kitshua ya Tembo, à environ 4 kilomètres de Nyakakoma. Les victimes sont entre les mains de leurs ravisseurs, qui exigent le paiement d'une caution allant de 2 à 4 000 000 dollars américains avant leur libération. Le secrétaire exécutif du CIDDHOPE condamne ces actes et demande l'implication des autorités.

Bukavu : marche des militants de l'UNC pour soutenir Felix Tshisekedi et vital Kamerhe. Des milliers des jeunes et des femmes membres de l'Union pour la nation congolaise (UNC) ont réitéré lundi 23 décembre leur soutien total aux actions du chef de l'Etat, Felix Antoine Tshisekedi, et à son directeur de cabinet, Vital Kamerhe. A travers une marche dans les rues de Bukavu, ces militants de l'UNC ont manifesté aussi leur soutien au gouverneur et au vice-gouverneur du Sud-Kivu.

Butembo : engouement observé au marché et dans des galeries de la ville à la veille de Noël. En cette période de préparatifs des fêtes de fin d'année, un engouement inhabituel est observé depuis le week-end dernier au marché central de la ville de Butembo et dans des galeries de vente des vêtements. Des vendeurs confirment cet engouement, mais disent faire face à la concurrence des vendeurs ambulants.

Noël : Adolphe Muzito à Beni « pour compatir avec la population ». « Notre peuple a besoin de manière générale d'un soutien moral et psychologique. D'abord en tant qu'africain ou en tant qu'homme tout court. Il y a eu des morts, beaucoup de morts, des massacres et des massacres continuent », a affirmé l'ancien Premier ministre de la RDC et le coordonnateur de la coalition Lamuka. En tant que responsable politique, il déclare qu'il veut manifester sa solidarité à la population de Beni. Adolphe Muzito a aussi abordé plusieurs questions d'actualité telles que le budget 2020 dont il a critiqué la modicité.

Beni : l'armée présente 37 rebelles ADF capturés lors des offensives militaires, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Après identification, ces derniers sont des nationalités ougandaise, burundaise, tanzanienne, kenyane, rwandaise, centre-africaine. A leur côté, se trouvent aussi des Maï- Maï locaux. Selon le porte-parole de l'armée, les rebelles capturés ont même révélé leurs motivations terroristes ainsi que les noms de ceux qui financent leur mouvement. Le général Kasonga appelle à cet effet toute la population à une unité solide pour mettre fin à la barbarie des groupes rebelles.

Kinshasa : l'AFDC-A sollicite l'implication de Félix Tshisekedi pour mettre fin à son dédoublement. La plateforme politique Alliance des forces démocratiques du Congo et alliés sollicite l'implication du Président de la République, en tant que magistrat suprême, pour mettre fin à son dédoublement. Pour manifester leur colère, cadres et militants de ce regroupement politique cher au sénateur Modeste Bahati ont organisé un sit-in lundi 23 décembre. L'AFDC-A appelle le Chef de l'Etat à « faire respecter la constitution qui interdit le dédoublement des partis et regroupement politiques. »

Kinshasa : Il n'y aura aucune interruption en fourniture d'eau potable (Eustache Muhanzi). « Le gouvernement suit de près la situation et réitère sa volonté de soutenir la Regideso dans la mission vitale qui est la sienne. Il n'y a donc pas lieu de paniquer inutilement. Les intrants en potabilisation seront achetés et l'eau continuera à couler à flot dans nos robinets », a dit le ministre Muhanzi. Le ministre Eustache Muhanzi promet de faire personnellement le suivi « et de très près » l'évolution des travaux inaugurés par le Président de la République qui a daigné se déplacer en personne pour les présider.

Nord-Kivu : le marché central de Butembo et les galeries envahis pour les fêtes de nouvel an. Les marchés sont pleins de monde pour les fêtes de fin d'année. C'est un engouement inhabituel qui est observé avec les habitants de la ville qui font des achats. Dans la ville, les enseignants appelés « nouvelle unité » ne savent pas où donner de la tête. « Nous sommes inquiets car nous ne sommes pas payés. Nos enfants ne vont pas fêter comme tous les autres enfants. Nous sommes incapables de satisfaire aux besoins de nos enfants », explique un enseignant rencontré sur la chaussée.

Transfèrement des détenus de Kananga à Angenga : le CICR interpelle l'auditeur général des Fardc. Le comité international de la Croix-Rouge interpelle l'auditeur général de l'armée congolaise sur la situation de douze détenus de la prison centrale de Kananga transférés à la prison militaire d'Angenga en mai dernier alors qu'ils étaient poursuivis devant le tribunal militaire de Kananga. Ce transfèrement est intervenu le 17 mai dernier alors que la prison centrale de Kananga faisait face à une émeute des détenus dont certains avaient réussi à s'évader. Mais le CICR fait remarquer que les détenus prévenus doivent être tenus à la disposition de la juridiction devant laquelle ils sont poursuivis. Pour l'organisation, l'éloignement de ces détenus de leur juge naturel fait perdurer leur détention prolongée sans avoir la possibilité de connaître le statut définitif dans un délai relativement raisonnable.

Nord-Kivu : la population de Bashali Mokoto se plaint des rançonnements des groupes armés. Selon des sources locales la situation sécuritaire se dégrade de plus en plus. Les groupes des Nyatura, APCLS de Janvier Kalahiri et NDC/Rénové de Guidon sont particulièrement pointés du doigt. La même source affirme que la localité de Katsiru, en groupement Bukombo, était le théâtre d'affrontements, dimanche dernier. Les Fardc et des combattants Nyatura tentaient d'occuper certains villages. Les habitants de ces coins plaident pour le renforcement des effectifs militaires et de l'autorité de l'Etat.

Mardi 24 décembre.

Colonel François Makosa, nouveau commandant de la police à Beni. Le nouveau patron de la police urbaine en ville de Beni attend une franche collaboration avec la population pour la réussite de la mission lui confiée. « Je voudrais que la population me facilite la tâche pour sa bonne sécurité. Je voudrais être la main dans la main, avoir une main vers la population et que la population aussi ait ma main pour que nous travaillions ensemble avec la population », a-t-il déclaré.

Le FCC décide d'aplanir ses divergences avec l'Eglise catholique

Le Front commun pour le Congo (FCC) s'engage à consolider la cogestion du pays à travers la coalition FCC-CACH et à se rapprocher de l'Eglise catholique pour aplanir les divergences éventuelles. Il s'agit de l'une de résolutions prises à l'issue de la retraite tenue en novembre dernier à Kisantu et dont la restitution à leur leader, Joseph Kabila, a été faite lundi 23 décembre à Kingakati (l'une des résidences de Joseph Kabila à l'Est de la ville de Kinshasa). « Nous avons reconnu avoir eu des divergences (avec l'Eglise catholique). Nous avons reconnu aussi avoir eu des incompréhensions. Mais, le plus important, ce n'est plus ça », a déclaré Néhémie Mwilanya, coordonnateur du FCC. Le plus important est que le FCC a levé l'option d'aller vers les princes de l'Eglise catholique, d'ouvrir un débat avec eux, afin d'œuvrer ensemble pour le bien-être du peuple congolais.

Situation sécuritaire préoccupante à Lubumbashi, Likasi et Kasumbalesa (officiel). Le ministre provincial de l'intérieur de la province du Haut-Katanga, Bobo Malulu, attribue la recrudescence de la criminalité dans ces villes à plusieurs facteurs, dont le chômage, l'insuffisance et l'irrégularité des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires et policiers. Il signale également l'afflux des populations venues d'autres provinces du pays, les fréquentes délocalisations de creuseurs artisanaux et la mise en congé technique des employés des entreprises minières. Comme solution, il a demandé aux députés de plaider auprès des autorités du pays pour que des zones d'exploitation minière artisanale soient mises à la

disposition de la province du Haut-Katanga, notamment dans les environs de grandes agglomérations où les coopératives minières pourraient encadrer les creuseurs. D'après lui, cela pourrait baisser la criminalité dans la province.

Les rebelles ADF capturés ont fait de révélations accablantes (Général Leon Kasonga). Ces terroristes ont fait des révélations accablantes, des révélations troublantes et ces révélations sont axées sur l'identité des tueurs, qu'ils sont, les commanditaires des tueries - parmi lesquels les politiciens, les hommes d'affaires, des jeunes, des membres des mouvements citoyens, des collaborateurs. Ils ont également fait des révélations sur les sources de financement local et externe mais aussi sur la localisation des auteurs, coauteurs et complices basés à Butembo, à Beni, à Lubero, à Kinshasa même à l'extérieur de notre pays. Je vous informe que l'abbé Matchozi - qui a été enlevé et tué - ils ont dit que c'est eux qui l'ont tué, ils sont là. Quels sont les objectifs poursuivis par ces égorgeurs ? - Créer la terreur, pousser la population à abandonner ses habitations, à laisser ses terres vides, pour que celles-ci soient occupées par d'autres personnes à la solde de ces criminels, opposer la population à l'armée, à la police mais également à la Monusco.

Nord-Kivu : les communautés ethniques et la société civile recommandent un forum sur l'insécurité. Telle est la principale recommandation des assises sur la problématique de la paix et la sécurité en province, organisé lundi 23 décembre par l'ONG Baraza intercommunautaire du Nord-Kivu. Dans leurs échanges, les représentants du gouvernement provincial, les délégués de la Monusco et une centaine d'acteurs de la société civile ont exprimé, entre autres préoccupations, l'ignorance de la vraie identité des tueurs dans la zone de Beni. Ils ont fustigé la circulation des militaires non casés dans les camps, qui se mêlent à la population civile. Ils ont dénoncé des tueries ciblées et cambriolages très récurrents dans la ville de Goma, la circulation illicite des armes et l'activisme de plus en plus accru des groupes armés. Ils ont suggéré l'organisation d'un autre forum pouvant impliquer les responsables des forces de sécurité pour une solution durable au problème de l'insécurité.

Tshopo : une baleinière a chaviré sur le fleuve Congo, 2 corps déjà repêchés. Une baleinière a chaviré lundi 23 décembre sur le fleuve Congo à la hauteur de la localité Bandu non-loin de la cité de Basoko. Au moins deux corps ont déjà été repêchés, dont une jeune femme et un bébé. Des sources concordantes affirment que l'incident s'est produit lorsque le toit de la baleinière s'est effondré avec les passagers qui s'y trouvaient. Le déséquilibre qui s'en est suivi a entraîné la noyade des passagers et la perte des marchandises dans les eaux du fleuve. La surcharge serait la cause de cet accident. Le nombre de victimes pourrait augmenter, déclare la société civile locale.

Mbuji-Mayi : baisse des prix des denrées alimentaires à la veille des festivités de fin d'année. La baisse des produits des denrées alimentaires est due à la présence sur tous les marchés de Mbuji-Mayi, de grandes quantités de maïs de marrais récoltés depuis la fin du mois de novembre dernier à la saison culturale A. D'autres denrées ont aussi baissé de prix, c'est le cas de l'huile de palme, de la farine de manioc et des poulets. L'ambiance n'est pas au top du côté des agents et travailleurs de la société minière de Bakuanga (MIBA). Sur les 2 400 agents identifiés par l'entreprise canadienne Saint Louis BGM SARL, seuls 900 agents ont touché depuis le mois d'octobre les salaires d'un mois.

Beni : l'armée annonce les mesures de sécurité des cités reprises des mains des ADF. « D'abord, il a été créé et mis en place le centre de coordination des opérations, à travers lequel il y a des cellules d'alertes installés dans les rues, les quartiers et les avenues et dans lesquels, participent les jeunes, les chefs des quartiers, les chefs des avenues, les différents mouvements des jeunes, mais également les agriculteurs, les mouvements citoyens. Certains membres des groupes des mouvements associatifs participent à ces cellules », a indiqué le général Kasonga, le porte-parole de l'armée. Selon lui, l'installation de ces cellules vise à raccourcir le délai d'intervention par des actions de dénonciation et des actions d'alerte, pour que des unités stationnées sur pieds interviennent immédiatement et sauvent les vies humaines qui sont menacées par les bandits. Il a en outre évoqué l'organisation de patrouilles mixtes avec la police, des patrouilles pédestres et motorisées, diurnes et nocturnes.

Mercredi 25 décembre.

Ebola à Beni : le comité de riposte plaide pour un renforcement de sécurité de ses agents, et structures de traitement de cette maladie. « Nous sommes en train de plaider au niveau militaire pour qu'il y ait une unité spécialisée pour la sécurisation des équipes de la riposte. Nous voudrions que, par rapport au secteur opérationnel qui se trouve à Beni, comme il est subdivisé en axes en fonction de certains commandements, nous voudrions qu'ils soient affectés par l'Etat-major général des Fardc, un commandant qui pourra gérer des unités qui ont la charge de la sécurisation des équipes de la riposte. » La structure pense que des efforts doivent être fournis pour que les agents et structures de prise en charge soient protégés et sécurisés pour vaincre définitivement cette maladie.

La Monusco offre un repas aux prisonniers d'Uvira. Les casques bleus pakistanais du 3ème bataillon de la Monusco ont offert un repas chaud à tous prisonniers. Les mineurs ainsi que les femmes et leurs nourrissons ont bénéficié de la friperie. L'ambiance est bon enfant. Le sourire est de nouveau visible sur le visage de ces prisonniers, qui disent avoir passé trois mois sans une quelconque assistance de ce genre. Le Kapita (chef) général tient aussi son assiette garnie du riz au haricot et la viande de poulet. Il salue ce geste de générosité à l'endroit des prisonniers. Il y a près trois cents sur mille détenus qui accusent des signes de malnutrition, selon le médecin de la prison.

Le couple Tshisekedi appelle à plus de compassion envers les populations de l'Est. « Que la célébration de la naissance du Christ notre sauveur soit aussi une renaissance pour notre pays et qu'il apporte beaucoup de bonheur dans nos familles (...) Jésus est venu pour manifester l'amour de Dieu envers nous et pour nous enseigner l'amour. Non seulement envers le Père, mais également envers notre prochain (...) Le changement, c'est aussi ne pas rester indifférent à la souffrance de nos frères et sœurs (...) Ayons une pensée pour nos frères et sœurs du Nord-Est qui vivent en ce moment les affres de la guerre. Et également pour nos forces armées qui défendent nos populations au péril de leur vie. Essayons de faire quelque chose qui ramènera de l'espoir autour de nous ». C'est par ces mots que le Président Felix Antoine Tshisekedi et son épouse Denise ont souhaité au peuple congolais leurs vœux les meilleurs pour la fête de la nativité et de la nouvelle année 2020

Martin Fayulu appelle la population de Beni à l'unité, et à la solidarité avec l'armée pour vaincre les ennemis de la paix, qui sont les auteurs des massacres et tueries dans cette partie du Nord-Kivu depuis cinq ans. S'adressant à la population de Beni, Martin Fayulu a insisté sur l'unité et la solidarité pour vaincre les ennemis de la paix, qui ne cessent d'endeuiller cette région. Il a également appelé la population à dénoncer les infiltrés au sein des communautés, les personnes suspectes, qui sont de près ou de loin commanditaires et ou financiers des massacres de Beni. Martin Fayulu est allé plus loin en demandant à cette même population de dénoncer les tracasseries militaires et policières auprès des autorités compétentes. Pour lui, c'est dans l'unité que la population et ses forces armées vaincront les ennemis de la paix.

Kyungu wa Kumwanza : « L'AFDC-A appartient à Bahati Lukwebo ». Le président de l'Union nationale des fédéralistes congolais (UNAFEC), Gabriel Kyungu wa Kumwanza a protesté mardi 24 décembre à Lubumbashi contre les manœuvres orchestrées par le FCC pour dédoubler le regroupement politique AFDC-A. « Nous sommes en train de vivre un spectacle honteux ! L'AFDC-A, il n'y en a pas deux. Il y a l'AFDC et Alliés de Modeste Bahati Lukwebo », a affirmé M. Kyungu.

Nord-Kivu : reddition du chef milicien Nyatura Delta avec ses hommes. Selon le porte-parole des opérations Sokola 2, ce chef milicien s'est rendu avec 56 combattants, quelques dizaines d'armes et plusieurs munitions.

Kongo-Central : manifestation des enseignants de Sekebanza devant l'agence d'Afriland First Bank. La tension dans la commune rurale de Kinzau Mvute entre les professionnels de la craie et les banquiers de l'agence Afriland First Bank est montée d'un cran à cause de la décision de ces derniers de travailler pour une demi-journée mardi. Selon des témoins, les enseignants les ont brutalisés et ont brûlé des pneus devant l'agence pour les empêcher de quitter leurs bureaux jusqu'à ce qu'ils soient tous servis. Le problème est qu'Afriland First Bank n'a pas de succursale dans ce territoire. Ce sont les agents de l'agence de Boma qui se déplacent chaque mois pour payer les enseignants de Kinzau Mvute.

Jeudi 26 décembre.

Ituri : l'Evêque de Bunia interpelle les ituriens face à la crise politique actuelle au sommet de la province. « Parce qu'on m'a dit que c'était une question d'argent, une question d'appartenance aux partis politiques. Moi j'ai rencontré l'un ou l'autre (le Gouverneur et le Président de l'Assemblée provinciale). Je leur ai dit que ce n'était pas le moment pour créer une crise politique dans notre province. » Dans son homélie, Monseigneur Dieudonné Uringi a aussi exhorté la population à prier pour le territoire de Djugu où des massacres des civils innocents continue à être perpétrés par des personnes animées de mauvaise foi. Il a lancé ce message : « Nous ne gagnons absolument rien dans la guerre, dans les massacres. Nous ne faisons que perdre. D'où alors la conversion » a-t-il ajouté. Pour sa part, le Directeur de la prison de Bunia Major Camile Zonzi a demandé à son hôte de plaider pour les détenus de cette maison carcérale dont certains meurent à cause de manque de nourriture. Durant cette visite, plusieurs dons en nature et même un repas chaud a été offert aux détenus en signe d'amour.

Kinshasa : la Fondation Liliane Iranga offre un repas à 250 enfants à l'occasion de la fête de Noël. « On veut aussi adresser un memo aux autorités leur demandant la prise en charge effective de ces enfants-là qui vivent surtout dans la rue, car la plupart ce sont des jeunes filles. On a abusé d'elles, elles sont dans la rue et n'ont personne, et c'est l'Etat qui doit s'élever pour pouvoir prendre en charge ces enfants-là. Donc par ça nous voulons plaider pour la prise en charge de ces

enfants-là » En 2019, Liliane Iranga avait reçu de la Fédération pour la paix universelle, le prix d'ambassadeur humanitaire pour la paix en guise de récompense de son combat pour la protection et promotion des droits des enfants défavorisés.

Kisangani : le trafic fluvial entre les deux rives par les pirogues autorisé (officiel) La mesure de suspension du trafic fluvial par les pirogues à pagaie est levée entre les deux rives du fleuve Congo. Cette suspension était intervenue le 16 décembre dernier à la suite de la montée des eaux du fleuve Congo et de ses affluents entraînant ainsi des conséquences sur le plan social. La levée de cette mesure a été décidée lundi dernier par le Comité de crise présidé par le Gouverneur.

Nord-Kivu : avec la reddition du chef milicien Dusabe, alias Delta, le territoire de Masisi bientôt libéré (Maj. Ndjike Kaiko). Selon le porte-parole des opérations Sokola, ce chef milicien s'est rendu avec 84 de ses hommes, plusieurs armes et des munitions. Ce chef du groupe armé Nyatura FDDH, craint dans le territoire de Masisi depuis 6 ans, dit avoir entendu l'appel de nouvelles autorités congolaises. Avec cette reddition, le territoire de Masisi et les territoires qui l'entourent seront bientôt libérés de l'occupation par tous les groupes armés a déclaré le porte-parole des opérations Sokola 2.

« **Le Cardinal Ambongo aux acteurs politiques, ne prenez pas plaisir aux malheurs de vos compatriotes** ». « Nous avons eu à cheminer ensemble durant cette année qui s'achève. Nous avons partagé les joies et les peines. Nous nous sommes assurés mutuellement soutien et réconfort dans les épreuves et les réussites. Nous voulons commencer la nouvelle année avec de nouvelles bases que nous donne la fête de Noël. » Sur le plan social et politique, l'archevêque de Kinshasa a salué les avancées observées ci et là. Cependant « il faut malheureusement reconnaître que, de nos jours, la situation sociale des Congolais est encore durement marquée par la persistance de la misère, la maladie à virus Ebola, par les tueries ignobles et les massacres à Beni-Butembo et sur le Plateau de Fizi, par les dégâts dus aux Catastrophes naturelles (inondations) à Kinshasa et en Ubangi, par le manque de soins médicaux, par l'insécurité urbaine croissante. Les cris de toutes ces personnes parviennent à Dieu et y compatit » Par ailleurs, il a encouragé, à titre particulier, les acteurs politiques, quelles que soient leurs divergences à se dépasser pour travailler ensemble à la promotion du bien-être de tous les Congolais avant de les exhorter « à ne pas prendre plaisir aux malheurs de leurs compatriotes. »

Nord-Kivu: la Monusco réaffirme son soutien aux Fardc à une délégation de Lamuka en séjour à Beni. Le chef du bureau de la Monusco à Beni province du Nord Kivu a expliqué à Martin Fayulu et Adolphe Muzitu en séjour à Beni, toutes les activités offensives en cours contre les ADF. « Nous sommes avec les Fardc en brousse pour mener les opérations offensives contre les ADF, mais en même temps, on est en train de planifier des opérations contre eux pour s'assurer de l'éradication des ADF comme phénomène d'insécurité contre la population et pour assurer la protection des civils ». Ce dernier a donné des explications à ses hôtes, notamment le changement de stratégies pour faire face au mode opératoire des ADF, mais aussi le soutien apporté aux Fardc. Les deux parties ont souligné la nécessité de continuer à parler avec les différentes couches de la population, pour avoir leur soutien par rapport aux opérations conjointes contre les ADF.

Nord-Kivu : La société civile de Kitchanga, salue la reddition du général autoproclamé Delta. Tobilwako Kahambu, un des responsables de cette structure citoyenne, estime que cette décision devrait inciter d'autres groupes armés, encore actifs dans cette partie du Nord-Kivu, à déposer les armes pour contribuer à la paix. La société civile de Kitchanga, en chefferie de Bashali, appelle les autres chefs des milices notamment Jean-Marie, Kavumbi, Janvier Kalahiri de suivre cet exemple. La société civile demande également à certains notables du territoire de Masisi d'arrêter de soutenir ces milices car sans leur appui, ces groupes armés ne peuvent pas résister.

Kinshasa : 2 personnes tuées par un policier "détraqué". Le tireur était adjudant en provenance du Congo central détraqué depuis huit mois et qui trainait dans les environs du camp Lufungula. Il a arraché l'arme d'un de ses collègues et s'est retranché à un endroit pour commencer à tirer sur tout ce qui bougeait. Dans la tentative de le neutraliser, il a tiré sur deux policiers qui sont morts.

Ituri : 17 jours sans Ebola à Biakato et Lwemba. Aucun cas positif d'Ebola n'a été enregistré en 17 jours à Biakato et Lwemba dans le territoire de Mambasa, dans la province de l'Ituri. Selon des sources médicales, cette avancée est due à la prise de conscience de la population sur l'existence de cette épidémie et l'amélioration de la prise en charge par l'équipe de riposte. Mais ces sources médicales déplorent le problème de la couverture médicale. Celle-ci n'est pas encore totale à Lwemba pour combattre cette maladie. Quatre nouveaux cas d'Ebola ont été notifiés mardi et mercredi derniers dans la sous-coordination de Butembo. Ces cas confirmés viennent de la zone de santé de Kalunguta.

Kinshasa : 26 000 candidats ont bravé la pluie pour le concours recrutement à la DGDA. Selon les listes publiées par la Direction générale des douanes et accises (DGDA), vingt-six mille candidats ont été retenus pour le concours de

recrutement dans la ville de province de Kinshasa. Le test s'est déroulé jeudi 26 décembre dans l'après-midi dans les sites retenus.

Vendredi 27 décembre.

Nord-Kivu : « L'insécurité a atteint des proportions inquiétantes », selon le vice-président de l'assemblée provinciale. « Dans la ville de Goma, l'insécurité prend des sous-formes dont le kidnapping. Je condamne avec véhémence le kidnapping à Kishero des mineurs, notamment Ariane Balume, dont le corps a été retrouvé sans vie, et jeté dans la rue », se désole le député Jean-Paul Lumbulumbu. Il dénonce aussi les incursions collectives et nocturnes dans les quartiers Kasika, Katoyi, Majengo, Mabanaga Nord et Mabanga Sud. L' élu du territoire de Lubero appelle la population à collaborer avec les services de sécurité, pour permettre à ces derniers d'être beaucoup plus efficace.

Province de la Tshopo : 9 personnes armées arrêtées pendant le réveillon de Noël à Kisangani. Ces personnes ont utilisé des armes à feu pour terroriser leurs victimes notamment à Kabondo, Mangobo et Tshopo. Ils ont par ailleurs attaqué un camion de la Bralima. Au cours de leur opération, ils ont ravi à leurs victimes de l'argent, téléphones et ordinateurs. La police précise que les malfaiteurs seront mis à la disposition de la justice militaire.

Kasaï : le présumé chef milicien Dewayo inculpé pour la décapitation de 39 policiers. Il a été arrêté le 11 décembre dernier à Kananga. Il est notamment accusé d'être parmi les chefs miliciens qui ont décidé de l'exécution de trente-neuf policiers et deux militaires, décapités en mars 2017 à une centaine de kilomètres de Tshikapa. Mubiayi Dewayo est également accusé d'avoir ordonné l'incendie de plusieurs écoles catholiques, de la prison, du parquet et de l'évêché de Luebo. Il est aussi suspecté d'avoir décidé du viol en public et de la décapitation de l'épouse de l'administrateur du territoire de Luebo.

Kongo-Central : des véhicules bloqués dans les boubiers à Seke banza. Plusieurs camions sont bloqués depuis une semaine dans les boubiers se trouvant sur le tronçon compris entre Kinzau Mvute et seke banza à 80 kilomètres, à l'ouest de Matadi. L'impraticabilité de ce tronçon empêche l'évacuation des produits de première nécessité vers les marchés. Les commerçants sont bloqués avec leurs marchandises sur les camions.

Deux jours de retraite à Zongo pour les membres du gouvernement Ilunkamba. La finalité est de resserrer les rangs de l'ensemble de l'équipe et renforcer les capacités des ministres en vue d'une bonne cohésion du gouvernement. Jolino Makelele, ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, précise que les travaux prendront deux jours. Lors du tout premier conseil des ministres, le Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi avait signifié aux membres du gouvernement qu'il n'y aurait point des ministres privilégiés que les autres. Pour lui, au sein de l'exécutif national, il n'y a pas de ministres FCC et des ministres CACH, mais des ministres appelés à travailler pour l'intérêt du peuple congolais. Parlant de cette rencontre à Zongo, le porte-parole du gouvernement affirme qu'elle doit aboutir à "garantir une forte unité de l'action gouvernementale et surtout de donner à tous les membres du gouvernement la même compréhension de la manière dont l'action de l'exécutif doit être menée aussi bien dans l'élaboration des procédures ou des textes que dans leur exécution".

Tanganyika : vol des salaires des enseignants de Kabalo, les malfaiteurs toujours en fuite. Il s'agit d'un montant de 171 millions de francs congolais de salaires des enseignants de l'EPST-Kabalo 1, qui a été volé le mardi 24 décembre, la veille de Noël. Le vol de cette enveloppe couvrant le paiement du mois de décembre a empêché les enseignants de Kabalo de fêter Noël. Le vol de salaires est l'œuvre de 4 bandits. Ces personnes armées ont attaqué le convoi des agents payeurs sur un terrain accidenté entre les villages Mukebu et Kamwanya à plus de 30 km au Nord de Kabalo.

Les enfants orphelins d'Ebola souffrent de sentiments de peur (World Vision). L'ONG indique que les garçons et les filles orphelins ou directement touchés par Ebola se sentaient isolés et solitaires, avaient souvent peur des voisins et restaient effrayés par la maladie. Plus de la moitié des adultes interrogés dans la communauté connaissaient des enfants qui avaient été abandonnés et avaient besoin d'un soutien à plus long terme pour y faire face.

Tanganyika : un commerçant tué le jour de Noël à Moba. Selon plusieurs témoignages, les assassins ont fait irruption au domicile du commerçant après avoir tiré plusieurs coups de feu qui ont atteint la victime. Les mêmes sources renseignent que ces hommes armés étaient en civil. A 23 heures, après avoir commis leur forfait, ces malfaiteurs se sont retirés sans être inquiétés, emportant avec eux une somme de 4 millions de francs congolais.

Nord-Kivu : 6000 déplacés vivent dans des conditions inhumaines à Bashali Mokoto. Environ six mille personnes déplacées et retournées ainsi que la population autochtone vivent dans des conditions humanitaires préoccupantes sur l'axe

Nyabiondo-Lwibo-Lukweti et Mutongo, en groupement Bashali Mokoto. Ces personnes souffrent de maladies chroniques, notamment la diarrhée et le paludisme, selon Emile Muhombo. Le coordonnateur de l'ARDA précise par ailleurs que la population n'a plus d'abris depuis les derniers pillages. Elle manque de nourriture et d'eau potable.

Zongo : Félix Tshisekedi prêche le principe de la solidarité gouvernementale. A l'ouverture du conclave gouvernemental de Zongo (Kongo-Central), ce vendredi 27 décembre, le Président de la République Félix Tshisekedi a insisté sur une gestion axée sur les résultats et les contrats de performance des ministres pour créer un environnement incitatif. Il a invité les ministres à vider les malentendus et les interférences entre eux. « Chaque membre du gouvernement est astreint à la collaboration dans le traitement de différents dossiers et au principe de la solidarité gouvernementale. L'homme congolais doit être au centre de nos préoccupations ». La finalité est de resserrer les rangs de l'ensemble de l'équipe et renforcer les capacités des ministres en vue d'une bonne cohésion du gouvernement.

Samedi 28 décembre.

Le Cardinal Ambongo en « visite de compassion » à Beni. Il dit effectuer « une visite de compassion » pour palper du doigt la réalité que vit la population de Beni. « Je viens d'arriver, le sentiment qui m'habite est un sentiment d'émotions. Je suis ému de me retrouver ici à Beni. J'ai hâte de rencontrer le peuple de Beni, à écouter, à constater de mes yeux cette dure réalité qu'il est en train de vivre », a déclaré le Cardinal Ambongo. Il dit aussi venir dans la région « avec beaucoup d'espérance que cette situation ne pourra plus continuer comme ça encore pendant longtemps ! » La Cardinal Fridolin Ambongo et toute sa délégation se sont directement rendus à Eringeti, où le dernier massacre des civils a eu lieu.

Goma : environ 3 000 personnes vaccinées contre Ebola. Au total, 2.938 personnes ont reçu ce vaccin Johnson and Johnson entre le 14 novembre et le 20 décembre. Selon MSF, qui exécute ce projet, cette vaccination reste cependant confrontée à d'énormes défis dans cette zone très trouble de la ville. « Il nous a fallu d'abord trouver des sites suffisamment grands. Ensuite, un autre défi a été la situation sécuritaire à Goma. Lorsque nous avons commencé nous avons eu à faire à des manifestations qui bloquaient des rues et qui empêchaient les mouvements, donc, nous empêchaient nous d'accéder aux sites. Mais (elles) empêchaient aussi les participants, qui avaient envie de se faire vacciner, de venir librement dans les sites. » Mais globalement, a-t-elle assuré, la vaccination se passe bien dans maintenant six sites.

12 millions des États-Unis pour financer la lutte contre les chenilles légionnaires. « Cette subvention du gouvernement américain constitue la première tentative majeure entreprise par la communauté des donateurs en RDC pour contrôler l'invasion de la chenille légionnaire d'automne depuis son apparition dans ce pays en 2016. Elle s'aligne avec un accent mis sur la croissance économique envisagée dans le cadre du Partenariat privilégié États-Unis-RDC pour la paix et la prospérité établi en avril 2019 ». Cette chenille légionnaire s'attaque particulièrement aux maïs, un des aliments de base en RDC.

Sankuru : le PEV introduit un nouveau vaccin contre les diarrhées à Rotavirus. Le chef de division provinciale de la santé indique que les enfants de moins d'un an recevront trois doses du Rotassil au même moment que d'autres vaccins habituels, à la 6ème, 10ème et 14ème semaine ; tel qu'indiqué au calendrier vaccinal en RDC. « Il s'agit d'un vaccin qui protège les enfants contre les maladies diarrhéiques. Par rapport à notre province, plus de 276 cas sont enregistrés dans les structures sanitaires, dans les unités fonctionnelles ici au Sankuru, 62,7 % de ces décès sont dus aux maladies diarrhéiques. »

Bunia : 103 fistuleuses opérées gratuitement en un mois. Selon le médecin directeur de l'hôpital, les besoins sont encore énormes pour aider plus d'un millier de femmes fistuleuses qui se cachent encore dans la communauté mais surtout pour la prévention de cette pathologie. Plus de 250 cas de fistules ont déjà été opérés au cours de cette année à l'hôpital général de Bunia. Le dernier groupe est composé de 103 femmes, dont certaines sont déjà réinsérées dans la communauté et d'autres sont encore sous traitement à l'hôpital. Quelques-unes, dont une fille de huit ans et une mère de vingt-cinq ans, ont été victimes de viols. Cette dernière exprime sa joie de recouvrer la santé et la dignité après trois ans de souffrance et de chagrins. La plupart de ces femmes ont eu cette pathologie pendant l'accouchement. Certains ont mis au monde dans la brousse ou en route à cause de la distance pour atteindre les structures sanitaires.

La RDC décide de rouvrir le consulat belge à Lubumbashi. Le 16ème conseil des ministres, présidé vendredi 27 décembre à Zongo (Kongo-Central) par le Chef de l'Etat Félix Tshisekedi, a décidé de la réouverture du consulat belge à Lubumbashi.

Ce consulat belge avait été fermé en janvier 2018, au cœur de tensions diplomatiques entre la RDC et la Belgique.

La ministre de la Fonction publique demande de surseoir au recrutement à la DGDA. Le recrutement de nouveaux agents lancé par la Direction générale des douanes et accises (DGDA) serait entaché d'irrégularités. En clair, la ministre Bosongo rappelle que la loi confère au ministère de la Fonction publique la compétence exclusive d'octroi de numéros matricule ainsi que l'engagement de la rémunération en faveur des agents de tous les services publics de l'Etat. Elle évoque aussi la nécessité de maîtriser les effectifs dans l'administration publique. Par conséquent, elle demande à son collègue des Finances de surseoir à ce recrutement, pour harmonisation avec le ministère de la Fonction publique.

Dimanche 29 décembre.

Félix Tshisekedi satisfait de l'état d'avancement des travaux de la centrale de Zongo, particulièrement Zongo II. Cette centrale a une capacité de production de 150 Mégawatts, pour les trois machines qui la composent. Félix Tshisekedi se réjouit aussi de la construction en cours des trois nouveaux pylônes devant servir à transporter l'énergie électrique de Zongo II jusqu'à Kinsuka à Kinshasa sans passer par Zongo I. Ce qui va permettre une réduction du phénomène de délestage dans la capitale congolaise, a expliqué le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL), Jean bosco Kayombo.

Félix Tshisekedi exhorte les membres du gouvernement à plus de solidarité et d'amour. Dans son message de clôture du séminaire gouvernemental, Félix Tshisekedi se dit fier de constater que le gouvernement est resté uni, en dépit que quelques agitations enregistrées dans le parcours de la coalition FCC-CACH [Front commun pour le Congo-Cap pour le changement]. Il reconnaît que plusieurs défis restent à relever, tels que la lutte contre la corruption, les antivaleurs, mais aussi l'éradication de l'insécurité dans l'Est de la RDC. La couverture universelle sanitaire et la diversification de l'économie sont aussi que les défis du gouvernement de la RDC, indique le Chef de l'Etat. Il se propose de diversifier l'agriculture, la transformation localement des produits congolais et l'amélioration du pouvoir d'achat du peuple congolais.

Butembo : Mgr Ambongo appelle la population à l'unité et à la confiance mutuelle. Lors de sa messe dite dimanche 29 décembre à Butembo au Nord-Kivu, le Cardinal Fridolin Ambongo appelle toute la population à l'unité et à la confiance mutuelle, pour barrer la route à l'ennemi qui tue dans cette ville. Il a aussi témoigné son chagrin à toutes familles victimes des tueries perpétrées la veille dans la ville de Beni, après son passage. Il dit ne pas être à Butembo « comme touriste de passage », mais pour reconforter la population et lui témoigner la solidarité du peuple congolais « pendant cette période difficile de son histoire. »

Ituri : huit morts dans des combats entre l'armée et les miliciens à Mambasa. Huit personnes sont mortes pendant les combats qui opposent les miliciens Maï-Maï et les Fardc, vers le village de Teturi, dans le territoire de Mambasa (Ituri). Parmi les victimes figurent quatre miliciens, deux militaires et deux civiles. Ce groupe Maï-Maï a simultanément attaqué trois villages. Il s'agit de Lwemba, Teturi et Malutu.

Ituri : le député Omer Kahindo alerte sur une probable incursion des ADF à Mambasa. Cet élu de Mambasa signale un mouvement de ces rebelles ougandais vers la chefferie de Babila Babombie en Ituri, à la limite du territoire de Beni au Nord-Kivu. « Les informations que nous avons renseignent que le mouvement est venu d'Oïcha, et Mandumbi. C'est là qu'on a commencé à égorger. Or, il y a Mandumbi, du côté du Nord-Kivu et du côté de l'Ituri. On a égorgé à Mandumbi Nord-Kivu, et les auteurs sont les ADF. Selon lui, ce mouvement serait à la base de plusieurs cas d'insécurité enregistrés ces derniers jours dans cette entité.

L'évêque Pascal Mukuna exige la dissolution de la coalition FCC-CACH. D'un ton calme, en lingala, l'évêque Mukuna, président national de l'Alliance mondiale des Eglises chrétiennes (AMEC) affirme : « Il y a quelque chose qui ne va pas, mais les politiciens nous mentent avec le discours, alors que rien ne va. Il y a un blocage, ça s'appelle accord FCC-CACH, c'est la machine qui bloque le Chef de l'Etat, on dirait qu'il n'est pas libre. » Selon lui, le pays est pris en otage, par quelques individus liés par un accord que le public ignore. « Nous ne savons pas ce qui est dit dans cet accord qui bloque tout, qui bloque le Président de la République, qui bloque le fonctionnement du pays. » Aux leaders religieux, le président national de l'AMEC leur a demandé de jouer « pleinement leur rôle en 2020. »

Insécurité en RDC : le FCC s'insurge contre les discours de division. Le Front commun pour le Congo (FCC) s'insurge contre les discours de division face aux massacres de la population congolaise dans la partie Est de la RDC. Pour lui, en pareille période où les Congolais, particulièrement ceux du Nord-Kivu perdent leurs proches, le message de tout leader politique devant une guerre de terrorisme doit être l'union nationale. Néhémie Mwilanya a invité l'opposition congolaise à cesser de décourager et de créer la désunion autour du combat pour ramener la paix. En ce concerne le soutien à l'armée congolaise, le coordonnateur du FCC a insisté sur l'implication de tous les Congolais en vue d'une paix durable en RDC.

Lundi 30 décembre.

Kinshasa : le quartier Ndanu toujours sous les eaux de dernières pluies. La situation reste précaire pour les habitants de Ndanu au quartier Kingabwa dans la commune de Limete. Ils sont contraints à une construction des maisons sur pilotis dans l'eau (maisons surélevées à l'aide des piquets ou bétons pour éviter les inondations). A ce jour, les constructions basses sont presque toutes envahies par les eaux depuis bientôt deux mois. Il y a quelques jours le président Etienne Tshisekedi a visité le quartier et a promis de l'aide. **Kinshasa : inondations du quartier Ndanu, l'OVD promet la construction d'une digue des eaux de Ndjili.** Le directeur général de l'OVD, Benjamin Wenga s'explique : « Il est question de contenir la rivière ndjili a travers des digues et de dispositifs d'évacuation de ces eaux qui viennent de Limete qu'ont appelé anti-retour pour que le système fonctionne. Pour que cela fonctionne correctement il faudrait que nous trouvions un terrain, un point bas que nous avons identifié, qui va recueillir les eaux qui viennent de Limete et qui feront l'objet d'un pompage par des pompes pour les retourner dans la rivière ndjili, pendant ce temps tous les points qui font passer les eaux de la rivière Ndjili vers le quartier doivent être fermés. Nous allons demander à la population qu'une fois les travaux de digue devant contenir les eaux de la rivière ndjili exécutés de ne pas construire au-delà de la digue. Si nous mettons le dispositif pour chasser les eaux du quartier Ndanu vers la rivière ndjili, ces eaux vont déranger encore les gens qui sont au-delà de la digue. Malheureusement les gens ont construit dans la rivière. C'est compliqué ! ».

Nord-Kivu : après la reddition du général autoproclamé Delta, d'autres redditions attendues. Le porte-parole militaire de l'opération Sokola2, affirme que l'armée a enregistré depuis près d'un mois des redditions massives des groupes armés dans le secteur opérationnel Nord-Kivu Sokola 2. « A tous ceux qui pensent qu'ils vont continuer à mettre en mal la quiétude des populations, à tous ceux qui détiennent illégalement les armes, je parle ici aux groupes armés, mais aussi à ceux qui les entretiennent, je pense ici aux leaders de différentes communautés, politiciens que ce temps est révolu » a-t-il ajouté.

Kwilu : deux morts dans le naufrage d'une pirogue motorisée à Bandundu-ville. Le ministère provincial de la Communication précise qu'une femme enceinte et une fillette de trois ans sont parmi les victimes. Des rescapés estiment que la surcharge est à la base de cet accident. La pirogue est actuellement sous l'eau et les recherches sont en cours pour retrouver d'autres corps.

Papy Mambo : « Il n'y aura plus une autre motion pour faire partir Atou Matubuana, il est déjà parti »
Publié le lun, 30/12/2019 - 14:19 | Modifié le lun, 30/12/2019 - 16:53

share

tweet

Facebook Twitter LinkedIn WordPress Facebook Messenger WhatsApp Skype Viber SMS Pinterest Email Share

Meubles et matériels saccagés par les députés provinciaux à Matadi, le 4/12/2019 lors d'une plénière à l'Assemblée provinciale du Kongo-Central sur la motion de défiance du gouverneur Atou Matubuana. Radio Okapi/ Photo Nana Pluriche.

Meubles et matériels saccagés par les députés provinciaux à Matadi, le 4/12/2019 lors d'une plénière à l'Assemblée provinciale du Kongo-Central sur la motion de défiance du gouverneur Atou Matubuana. Radio Okapi/ Photo Nana Pluriche.

« Il n'y aura pas une autre motion pour faire partir le gouverneur Atou Matubuana, qui est déjà parti », a affirmé dimanche 29 décembre le nouveau rapporteur de l'assemblée provinciale du Kongo-Central, Papy Mambo. Il a fait comprendre que c'est au niveau de Kinshasa, que « les gens ont du mal à comprendre les textes. »

Papy Mambo Luamba a été élu, vendredi 27 décembre dernier, rapporteur de l'assemblée provinciale du Kongo-Central. Il a remplacé au même poste Joseph Nsalambi. Ce dernier a été invalidé après avoir démissionné de son parti Avenir du Congo (ACO). Pour lui, en dehors du scandale sexuel (Mimigate), l'assemblée provinciale accuse l'autorité urbaine d'avoir détourné les fonds générés par les péages au niveau du poste frontalier de Lufu. L'édit du budget pour l'exercice 2020 déposé depuis novembre 2019 à l'assemblée provinciale n'est pas encore adopté. Il est évalué à 141 930 500 USD. En 2019, le budget était de 130 868 866 USD.

Sud-Kivu : deux corps sans vie découverts dans un puits d'exploitation minière à Kalehe. Deux corps sans vie ont été découverts le week-end, dans un puits d'exploitation minière creusé dans une maison d'habitation à Minova en territoire de Kalehe au Sud-Kivu. Les occupants de cette maison n'étaient plus visibles depuis une semaine. Cette absence du propriétaire et de tous les membres de sa famille a suscité la curiosité des voisins. Ils se sont rendus dans la parcelle à la

recherche des occupants. Mais ils vont pourtant découvrir deux corps enfuis dans un puits. Ils vont par la suite informer les services des mines, qui à leur tour ont alors fait appel à un expert qui est descendu sur le lieu. Il a découvert les deux corps sans vie, en état de décomposition. L'expert a aussi trouvé une motopompe et d'autres matériels d'exploitation de la cassitérite.

Sud-Kivu : 21 ans après les massacres de Makobola, les familles des victimes réclament justice. Plus de 800 civils, en majorité de la tribu bembe, avaient été tués le 30 décembre 1998 par des rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/Goma) qui combattaient le régime de Kinshasa. Pour ces 21 ans, la communauté bembe, regroupé au sein de l'association « EMO Ya MBONDO » organise, depuis dimanche 29 décembre, des activités à Bangwe et a Makobola 2. L'évêque du diocèse d'Uvira, Monseigneur Joseph Sébastien-Muyengo, s'y est rendu ce lundi pour une messe de requiem devant le monument érigé en mémoire des victimes à Makobola. La population civile réclame Justice sur ces tueries.

Nord-Kivu : le gouverneur Nzanzu annonce le début des travaux de la voirie de Beni dans 15 Kivu, Carly Nzanzu, a confirmé dimanche 29 décembre le démarrage du projet d'asphaltage de 4 kilomètres témoins dans la ville de Beni « dans les 15 prochains jours ». Le gouvernement promet que les ponts seront également jetés sur quelques rivières de Beni pour rendre la circulation fluide et aussi pour améliorer la circulation des services de sécurité.

Goma : engouement au marché à la veille du nouvel an. Sur les rues du quartier commercial, plusieurs parents sont accompagnés de leurs enfants pour acheter les vêtements à porter le jour du nouvel an. Le marché est rempli de monde. Il faut se frayer un passage pour passer d'un magasin à un autre. Certains marchands se disent satisfaits. D'autres vendeurs par contre affirment que cette année, la moisson n'est pas abondante. La population se plaint qu'elle n'a pas d'argent.

Tanganyika : la société civile de Manono exige le départ du procureur général. « La société civile lui reproche la partialité et l'inefficacité avec lesquelles il gère l'appareil judiciaire. Ici chez nous, le pauvre n'a pas raison ; il monnaie les dossiers de viol et fait parfois des réparations civiles entre les deux parties ». Il est également reproché au procureur, la libération d'un individu, surpris avec un des douze panneaux volés au nouvel Hôpital du Cinquantenaire. La société civile prévoit de décréter une journée ville morte suivie d'un sit-in devant la résidence du chef du parquet, jusqu'à obtenir son départ de Manono.

18 morts après une nouvelle attaque des ADF à Beni. Selon les sources administratives et de la société civile, l'incident a eu lieu dimanche tard dans la soirée, quand les rebelles des ADF ont fait incursion dans la localité d'Apetina, à l'ouest de la commune d'Oicha dans le groupement Bambuka Kasika en chefferie de Beni-Mbau. Le bilan provisoire fait état de dix-huit personnes tuées à l'arme blanche et à feu. Des habitations ont été aussi incendiées. Du coup, la population s'est déplacée pour trouver refuge vers les localités voisines. Selon la même source, les jeunes s'apprêteraient pour aller récupérer les corps sans vie du lieu de l'incident pour organiser leur enterrement digne.

Mardi 31 décembre.

Crise de l'Est de la RDC : le risque de balkanisation est bel et bien réel. « Il y a un lien intrinsèque entre ce qui se passe à Beni, ce qui se passe en Ituri, ce qui se passe dans Rutshuru, ce qui se passe aujourd'hui dans le territoire de Fizi autour de Minembre. Il y a une connexion qui se fait quelque part. On a de fois l'impression que de gens passent leur temps à faire des fêtes, à se quereller autour des futilités à Kinshasa alors que le risque de balkanisation de notre pays est en marche », a affirmé le Cardinal Ambongo. Face à ce risque de balkanisation, le Cardinal a appelé la population à la Vigilance et les autorités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire échouer ce plan.

L'Onu et le gouvernement approuvent un plan cadre de développement pour 2020-2024. Il s'agit d'un plan cadre quinquennal 2020-2024 à travers lequel les Nations unies se proposent d'accompagner la RDC dans la réalisation de ses priorités. Mc David McLachlan-Karr explique les trois axes stratégiques du plan. « Axe 1 : la consolidation de la paix, respect des droits de l'homme, protection des civils, cohésion sociale, et démocratie. Axe 2 : croissance économique inclusive et axe 3 : accès aux services sociaux de base. » Pour sa part, le ministre d'Etat à la coopération internationale Guillaume Mandjolo, a indiqué que ce plan cadre de coopération fera l'objet d'évaluations séquentielles entre les deux parties.

Kinshasa : le pont Bongolo menacé d'effondrement. Le pont Bongolo construit sur la rivière Funa, dans la commune de Kalamu, est menacé d'effondrement. Pour cause, cette infrastructure est envahie par des tonnes des déchets domestiques. Immondices, déchets plastiques et autres mettent à mal la survie de cet édifice. Chaque fois que les pluies s'abattent sur Kinshasa, les eaux ne savent pas couler normalement. Cela provoque des inondations. La population demande une intervention urgente.

Kasaï-Central : la ministre provinciale des Finances démissionne. La ministre provinciale des Finances, Economie et Commerce, Jeanine Ngalula, a déposé sa démission lundi 30 décembre. Dans sa lettre, elle dit s'être conformée à la décision de son parti, Union nationale congolaise (UNC) ; celle de se désolidariser du gouverneur de province Martin Kabuya accusé de ne pas œuvrer pour l'intérêt de la population. « L'Union pour la nation congolaise a constaté que la gouvernance au sein de l'exécutif provincial ne prenait pas en compte les aspirations de la population. »

Dédoublage de l'AFDC-A : Modeste Bahati appelle au respect des décisions des institutions. En effet, la question de paternité de l'AFDC-A divise les membres fidèles à Modeste Bahati et ceux de Nene Nkulu. Dimanche 15 décembre 2019, à la clôture de la session de septembre, l'Assemblée nationale a tranché en faveur de Nunu Nkulu en lui reconnaissant la paternité du groupe parlementaire AFDC-A de l'aile du FCC. Une décision prise après l'adoption du rapport de la Commission Politique, administrative et juridique (PAJ). Une mesure que conteste l'aile de Modeste Bahati, s'appuyant sur la décision du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Celui-ci a tranché en début décembre, en faveur de l'AFDC-A Modeste Bahati, en ce qui concerne le dossier du dédoublement de ce regroupement.

Martin Fayulu : « Il y a un plan bien ficelé d'occupation de Beni ». « Les Congolais de Beni sont convaincus, selon des témoignages que j'ai recueillis sur place, qu'il y a un plan bien ficelé d'occupation de Beni jusqu'au Haut-Uélé, en passant par l'Ituri », a affirmé l'ancien candidat à la présidentielle de 2018, Martin Fayulu. Dans son message de fin d'année, il indique que cette partie de la RDC devrait être occupée « par des populations qui seront amenées des pays voisins. » Concernant les tueries à Beni, Martin Fayulu a dénoncé les tentatives d'exterminer les peuples de cette partie du pays. Ainsi, a-t-il appelé le peuple congolais à rester vigilant pour sauvegarder l'intégrité territoriale. Selon lui, l'an 2019 qui s'achève aura été une année de diverses tragédies pour la RDC. Il fait ainsi allusion aux tueries dans l'Est du pays, des cas de décès à la maladie à virus Ebola et aux crashes d'avions. Le cardinal Fridolin Ambongo qui séjourne encore dans la zone de Beni-Butembo où il est arrivé depuis le vendredi 27 décembre, a aussi affirmé que la situation de Beni traduit un plan de la balkanisation de la République démocratique du Congo. **Accord FCC-CACH.** Dans son message, il a également demandé au Chef de l'Etat de dévoiler son accord signé avec l'ancien régime de Joseph Kabila, dans la coalition Front commun pour le Congo (FCC) et Cap pour le changement (CACH): « Je demande à M. Félix Tshisekedi de dire la vérité et toute la vérité sur le deal qu'il a signé avec M. Joseph Kabila. » Sur le chapitre de gouvernance, il a condamné la corruption qui gangrène le pays. « Au nom du peuple, j'exige que toute la lumière soit faite sur toutes les affaires ténébreuses de corruption, notamment, le projet Bukanga Lonzo, qui semble être la plus grande escroquerie de l'Etat depuis la Zaïrianisation, l'affaire des 15 millions USD des décomptes sur la créance des sociétés pétrolières sur le trésor public que d'aucuns ont qualifié de rétro-commission », a dénoncé Martin Fayulu.

Kongo-Central : levée d'immunités des députés « auteurs » des troubles à la plénière sur la motion contre le gouverneur. La mesure de la levée des députés incriminés a été prise après l'adoption du rapport final de la commission d'enquête parlementaire sur les incidents de cette plénière. Les députés provinciaux présents dans la salle ont, à travers les images de ces incidents, cerné le rôle que chacun avait joué lors de cette séance. A cette occasion, le Président de l'Assemblée provinciale Pierre Anatole Matusila, a déclaré que les députés qui ont troublés l'ordre public vont répondre de leurs actes devant la justice. Le 4 décembre dernier, au cours de la plénière, des échauffourées avaient éclaté au sein de l'hémicycle entre députés autour de la motion de défiance contre le gouverneur de province. Ladite plénière s'était terminée en queue de poisson avec plusieurs biens vandalisés par certains députés provinciaux. Et pour rétablir l'ordre, la police avait été obligée de tirer en l'air.

Nord-Kivu : la police doit être disciplinée, engagée et professionnelle pour accompagner l'armée (gouverneur). Pour l'autorité provinciale, les forces armées sont engagées aux différents fronts. Il y a nécessité d'avoir une police engagée et professionnelle pour la poursuite de conquête des agglomérations déjà sous contrôle de l'armée afin que la population respire la paix. Le gouverneur a par ailleurs demandé à la police d'être en bonne relation avec la population.

Tshopo : le président de l'assemblée provinciale juge positif le bilan de son organe. Gilbert Bokungu Isongibi, le bilan des parlementaires provinciaux reste positif, au cours de cette session. Après ce rapport bilan, le président de l'assemblée provinciale a exhorté le gouverneur de province à combattre les antivaleurs et à travailler conformément à son pacte social et au programme du gouvernement provincial pour mériter d'avantage la confiance de l'exécutif provincial.

Nord-Kivu : la population s'inquiète de la présence des ressortissants burundais à Goma. Près d'un millier de ressortissants burundais, vivent irrégulièrement dans la ville de Goma et ses environs, depuis maintenant trois à quatre mois. Leur présence commence à inquiéter la population qui se pose des questions sur leur statut et ce qui les motive à vivre à Goma

Constantin Kanane, porte-parole du mouvement citoyen « Congo Conscience » a dénoncé le silence des autorités face à cette question. « Nous dénonçons l'entrée des Burundais dans notre pays surtout dans la ville de Goma et recommandons aux députés provinciaux de s'impliquer dans ce dossier parce que c'est nous la population qui en sont victimes du jour au jour des massacres, des pillages, des vols et tous les jours la police nous parle des hommes non autrement identifiés », a-t-il déclaré. Une commission présidée par le ministre provincial de l'intérieur du Nord-Kivu, et qui comprend les services de sécurité, le maire de Goma et les organisations spécialisées comme la CNR et le HCR, étudie cette question.

Jacquemin Shabani à Martin Fayulu : « L'accord entre le FCC et le CACH a été fait au grand jour ». Le Cap pour le changement (CASH), une des plateformes au pouvoir, estime que beaucoup de questions abordées dans l'allocution de l'opposant Martin Fayulu sont prises en charge par le Chef de l'Etat. En outre, l'accord entre le FCC et CACH a été conclu au grand jour, a affirmé Jacquemin Shabani, cadre et président de la commission électorale permanente de l'UDPS. Dans son message de fin d'année, le candidat malheureux à la présidentielle 2018 indique que la région de Beni devrait être occupée « par des populations qui seront amenées des pays voisins. » Il a dénoncé les tentatives d'exterminer les peuples de cette partie du pays. « La question de Beni est extrêmement et sérieusement prise en charge par le Président de la République (...) La corruption est un grand cheval de bataille du Président de la République. On a fait campagne là-dessus », a réagi Jacquemin Shabani. Martin Fayulu a également demandé au Chef de l'Etat de dévoiler son accord signé avec l'ancien régime de Joseph Kabila, dans la coalition Front commun pour le Congo (FCC) et Cap pour le changement (CACH). Selon M. Shabani, l'accord entre le FCC et CACH a été fait au grand jour, à la veille et au lendemain de la publication du gouvernement Ilunkamba. « Les tenants et les aboutissants sont connus. C'est le fait des résultats des élections de décembre 2018 », a-t-il précisé.

La courtoisie routière décrétée à Kinshasa. Le commissariat provincial de la police à Kinshasa décrète une période de courtoisie routière à dater du lundi 29 décembre 2019 jusqu'au 10 janvier 2020. Durant cette période, les agents en charge de réguler la circulation ne vont procéder à aucune arrestation des conducteurs, exception faite pour des cas de flagrance ; en l'occurrence accident ou autre agissement qui trouble l'ordre public.

Tanganyika : hausse du prix de maïs à Moba. Le prix de maïs a connu une augmentation de 50% dans le territoire de Moba (Tanganyika) En cause, explique l'administrateur de territoire assistant en charge de l'économie, la sortie de grandes quantités de maïs vers la province du Sud-Kivu, notamment. A la suite de cette flambée de prix, les autorités locales ont enjoint les opérateurs économiques de ne plus exporter le maïs du Tanganyika.



www.africafundacion.org

África
Fundación
SUR

conecta con África

África
Fundación
SUR

conecta con África

África
Fundación
SUR

conecta con África

informaci[ÓN]
ilus[ÓN]
difusi[ÓN]
concienciaci[ÓN]
pas[ÓN]

[ON]

África
Fundación
SUR

conecta con África